

Comptes
annuels
consolidés

HÁ MAIS DE 60 ANOS
A CONSTRUIR O AMANHÃ

CONDURIL.PT



2022





Registre du commerce et des sociétés de Valongo

Capital social : 9 000 000 euros

NIF (équivalent au SIREN) : 500 070 210

Permis de construction n° 568

**Em memória do
Senhor Engenheiro Amorim Martins,
Mestre e amigo**

*agora que o manto da eternidade
pelas mãos dos Deuses tricotado
repousa sobre o seu corpo sereno
ainda frágil e delicado*

*só seremos dignos de navegar
com confiança e com saudade
pelas águas livres do seu legado
se com a corajosa força de outrora
mantivermos o rumo traçado
aproveitando os ventos da tempestade
que acendem a noite em rósea Aurora*

Ricardo Guimarães

Sommaire

Comptes annuels
consolidés
2022

CHAP. 01

Conduiril

04

CHAP. 02

Rapport consolidé
de gestion

12





CHAP. 03



CHAP. 04



CHAP. 05

États financiers
consolidés
et annexes

22



Rapport et avis
du Conseil de
surveillance

74



Certification légale
des comptes
consolidés

78





Portugal



Conduril





« Il n'est pas
de vent
favorable
pour celui qui
ne sait pas
où il va »
Sénèque

Message de la présidente du Comité exécutif



Conduril est en deuil. Le président du Conseil d'administration, M. António Luís Amorim Martins, à la tête de Conduril depuis 1970, est décédé.

Au cours de ces 53 ans dédiés au développement du groupe Conduril, il a créé un ensemble d'entreprises du domaine du secteur du bâtiment fortement implanté au Portugal et en Afrique dont la crédibilité est reconnue sur le marché.

Ce dirigeant visionnaire sera toujours une personnalité incontournable du secteur et du monde des affaires portugais, le Prix AEP « Carrière – Entrepreneur » lui ayant été décerné en septembre 2022.

Nous exprimons notre gratitude profonde et sincère pour les enseignements dispensés et le travail développé. Nous poursuivrons notre mission en harmonie avec l'héritage qu'il nous a laissé.

Benedita Amorim Martins
Présidente du Comité exécutif

Nous construisons le futur depuis plus de 60 ans

1959

Fondation
de Conduril
- Construtora
Duriense, Lda.

1974

Création du
Laboratoire
central de
Conduril

1990

Admission à la
négociation à
la bourse de
valeurs

Angola

2004

Maroc

1997

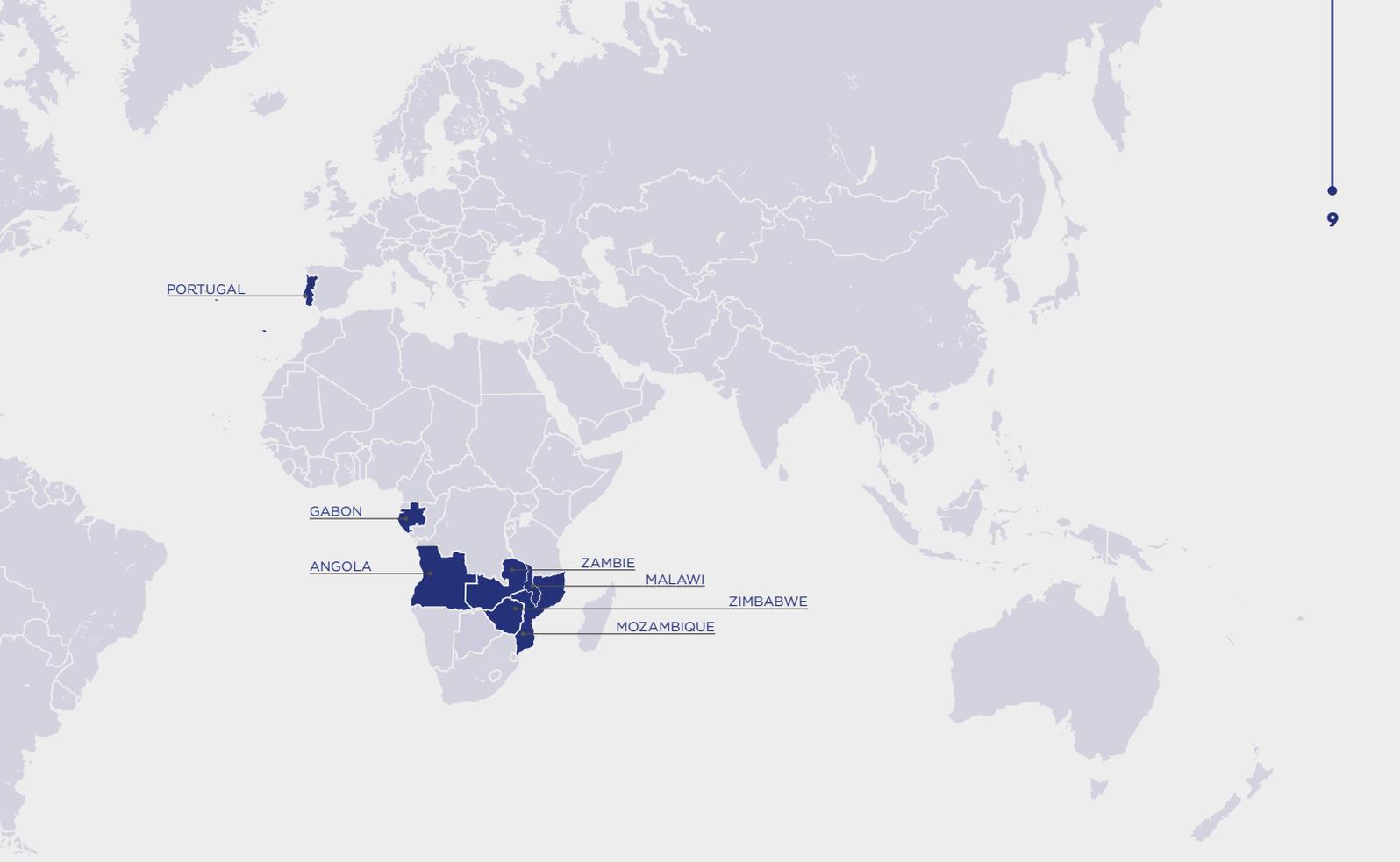
Mozambique

1976

Transformation
en société
anonyme
(S.A.R.L.)

1970

Acquisition
par les
actionnaires
de référence



2008

« Meilleure entreprise du secteur de la construction » (Magazine Exame)

Botswana

2010

« Meilleure entreprise du secteur de la construction » (Magazine Exame)

Espagne

2013

Sénégal et
Zambie

2015

« Meilleure entreprise du secteur de la construction » (Magazine Exame)

Gabon

2009

« Entreprise de l'année » (Magazine Exame)

« Meilleure entreprise du secteur de la construction » (Magazine Exame)

2011

Modification de la raison sociale en « Conduril - Engenharia, S.A. »

Cabo Verde

2014

« Meilleure entreprise du secteur de la construction » (Magazine Exame)

Malawi

2019

Zimbabwe



Vision

Conduril développe toute son activité dans le domaine du génie civil et son objectif principal, que ce soit en termes techniques ou économiques, est d'être (et d'être reconnue par le marché en tant que telle) l'une des meilleures entreprises portugaises d'ingénierie tout en ayant en simultané les caractéristiques suivantes :

- Être une grande entreprise à l'échelle nationale sur le plan technique et économique, capable de répondre à tout chantier de génie civil, aussi bien au Portugal qu'à l'étranger.
- Être, en termes de nombre total de personnes en activité, au niveau national, une entreprise de taille moyenne, flexible, capable de répondre aux différentes demandes du marché et dotée d'une grande capacité technique capable, avant toute chose, de constituer une base solide pour soutenir ses activités à l'étranger.

Mission

Notre mission est de créer une richesse durable pour nos actionnaires et la durabilité des meilleures conditions de travail pour nos collaborateurs, ainsi que leur satisfaction, en tant que premier vecteur de notre responsabilité sociale.

Valeurs

Nous pensons que nous ne pouvons créer de la valeur et de la richesse, c'est-à-dire gagner, que de la bonne manière : avec franchise, confiance et responsabilité fondées sur une culture de l'intégrité, synonyme d'honnêteté, de transparence, de justice et d'un strict respect des règles et des règlements. Ce sont nos valeurs et les fondements de tous nos principes.

Organes sociaux

Bureau de l'Assemblée générale

Crisóstomo Aquino de Barros (président)
Amadeu Augusto Vinhas
Filipa Bastos Pinho Ferreira Lemos

Conseil d'administration

António Luís Amorim Martins (président)
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins
Maria Luísa Andrade Amorim Martins
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

Comité exécutif

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (PDG)
Maria Luísa Andrade Amorim Martins (vice-PDG et DAF)
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

Conseil de surveillance

Júlio Gales Ferreira Pinto (président)
Deolinda Paula Baptista Nunes
Jorge Manuel Silva Tavares
Alberto Luciano Costa Santos Rolo (suppléant)

Cabinet d'audit

Crowe & Associados, SROC, Lda.
Représenté par
Ana Raquel B. L. Esperança Sismeiro
João Miguel Neiva de Oliveira Coelho Pires (suppléant)





CHAP. 02



Rapport
consolidé de
gestion





Rapport consolidé de gestion

Conformément aux statuts et dispositions légales applicables, le Conseil d'administration de Conduril - Engenharia, S.A. présente et soumet à l'appréciation de l'Assemblée générale d'actionnaires le rapport consolidé de gestion, les comptes consolidés de la période et les autres documents de reddition des comptes consolidés concernant l'exercice de 2022.

1.

Le contexte mondial des dernières années a apporté une hausse très significative d'incertitudes et de nouvelles réalités auxquelles les acteurs économiques ont dû faire face et auxquelles ils ont dû s'adapter. L'année 2022 était attendue comme un tournant et un point de reprise au niveau mondial.

Néanmoins, certaines tendances qui commençaient déjà à se faire sentir depuis le dernier trimestre de 2021 ont été aggravées par le conflit armé déclenché par l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 : une hausse significative des prix, en particulier en matière énergétique et dans la généralité des matières premières, suite à la combinaison de plusieurs facteurs, tels que la pénurie de matières premières, la disruption des chaînes d'approvisionnement et la crise énergétique.

Afin de tenter de réduire la demande intérieure pour contrôler les taux d'inflation élevés, ressentis dans les principaux secteurs économiques mondiaux, les banques centrales respectives ont adopté des mesures pour augmenter les taux d'intérêt directeurs, ce qui a entraîné des conséquences directes sur les coûts de financement.

Le ralentissement économique s'est inévitablement installé dans les principales économies et la forte croissance ressentie en 2022 a donné lieu à une décélération qui se poursuivra en 2023.

Le Portugal n'a pas fait exception et, après avoir atteint en 2022 le taux de croissance du PIB réel le plus élevé des 35 dernières années, il a également connu le taux d'inflation le plus élevé depuis 1992. Il y a une forte possibilité d'essouffement de l'activité économique et la prévision du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour 2023 ne dépasse pas 1 %.

Le continent africain a quant à lui été frappé par une convergence de chocs : une demande extérieure plus basse, une forte augmentation de l'inflation globale aggravée par des monnaies nationales plus faibles par rapport au dollar, des coûts de financements plus élevés et des événements climatiques adverses. Par conséquent, afin de lutter contre la hausse du coût des intérêts et de maintenir la viabilité de leurs dettes, ces pays sont obligés de continuer leurs processus d'assainissement budgétaire, le rétablissement complet à des valeurs antérieures à la crise pandémique restant menacé.

| | TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL | | | TAUX D'INFLATION | | |
|------------|--------------------------------|-------------|-------|------------------|-------------|--------|
| | 2023 PRÉVU | 2022 ESTIMÉ | 2021 | 2023 PRÉVU | 2022 ESTIMÉ | 2021 |
| Monde | 1,9 % | 3,0 % | 5,8 % | | | |
| Portugal | 0,5 % | 6,6 % | 4,9 % | 6,2 % | 8,0 % | 0,9 % |
| Angola | 2,9 % | 2,9 % | 0,8 % | 11,8 % | 21,7 % | 25,8 % |
| Mozambique | 5,0 % | 4,0 % | 2,3 % | 8,9 % | 11,3 % | 5,7 % |
| Malawi | 2,8 % | 1,4 % | 3,6 % | 16,6 % | 18,4 % | 9,3 % |
| Zambie | 3,9 % | 2,6 % | 3,9 % | 9,7 % | 12,5 % | 22,0 % |
| Zimbabwe | 2,9 % | 3,0 % | 6,3 % | 204,8 % | 284,9 % | 98,5 % |
| Gabon | 3,4 % | 3,0 % | 1,5 % | 3,2 % | 3,5 % | 1,1 % |

Source : Rapport des Nations Unies sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale 2023

Malgré toutes les contraintes qui ont affecté transversalement l'activité économique, le secteur du bâtiment a présenté des comportements différents selon les zones géographiques dans lesquelles le groupe Conduartil opère :

- au Portugal, la construction a été considérée comme une activité essentielle et, par conséquent, ce secteur a démontré une grande résilience et une évolution positive. Le secteur profite du grand nombre d'attributions qui ont eu lieu en 2020 et en 2021, un plus grand dynamisme étant prévu pour 2023 suite aux investissements planifiés dans le Plan de relance et de résilience (PRR) et le programme Portugal 2020 qui est actuellement dans sa phase finale ;

→ ces dernières années, le marché africain a enregistré une importante réduction de projets, en raison du faible niveau de financement extérieur et intérieur visant à soutenir les coûts de la transformation désirée des infrastructures. Par conséquent, la compétition est de plus en plus forte entre les entreprises (surtout étrangères), ce qui entraîne une chute sévère des prix à la suite de la réduction des marges, voire même des sacrifices au niveau des coûts.

2.

L'élan ressenti par le secteur du bâtiment au Portugal a également été ressenti par le groupe Conduril. Le marché national a connu une augmentation du chiffre d'affaires de 40 % face à l'année précédente, une croissance similaire à celle du marché africain, et continue de représenter 63 % de l'activité de l'entreprise.

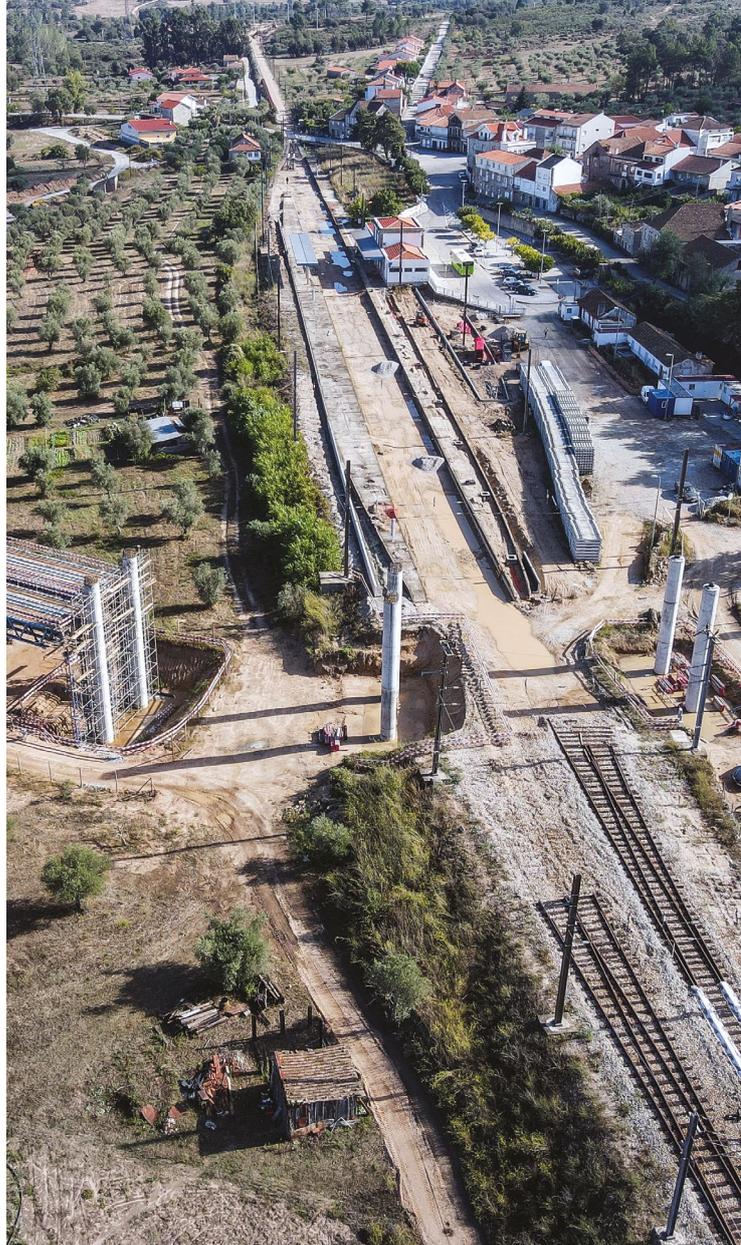
L'augmentation importante du chiffre d'affaires s'est allié à une grande amélioration des indicateurs économiques et financiers, ce qui démontre une croissance durable et la solidité du muscle financier de l'entreprise, qui sont essentielles pour faire face aux périodes difficiles vécues et pour assurer la pérennité du groupe Conduril.

| INDICATEURS | 2022 | 2021 | 2020 |
|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Actif (€) | 387 048 715 | 381 358 328 | 377 031 776 |
| Passif (€) | 179 022 019 | 186 030 240 | 198 739 064 |
| Capitaux propres (€) | 208 026 696 | 195 328 088 | 178 292 712 |
| Endettement net (€) | -894 932 | -4 338 883 | 11 724 002 |
| Chiffre d'affaires (€) | 218 870 901 | 156 230 714 | 123 960 649 |
| VAB (€) | 82 457 168 | 63 009 471 | 49 573 427 |
| EBE (€) | 27 701 783 | 17 858 063 | 12 138 072 |
| Résultat net de l'exercice (€) | 7 257 641 | 5 784 268 | 1 141 046 |
| Autonomie financière | 54 % | 51 % | 47 % |
| Liquidité générale | 206 % | 188 % | 157 % |
| Ratio de solvabilité | 116 % | 105 % | 90 % |

Au Portugal, des étapes critiques ont été atteintes dans les travaux en cours : le couronnement a été réalisé dans le barrage et la centrale d'exploitation hydroélectrique de l'Alto Tâmega et l'exécution structurelle de la 3^e phase de l'agrandissement de la jetée Est du Port de Sines s'est achevée. Il convient également de souligner les nouveaux chantiers remportés, d'une part, dans le cadre du projet Sines 4.0 concernant la construction d'un mégacentre de données à Sines et, de l'autre, la poursuite des travaux en cours dans les voies ferrées.

L'année 2022 a été un tournant décisif en Angola, quoiqu'encore fragile, vers une trajectoire de croissance et de stabilité. Le processus électoral survenu en août a fortement contribué à cela, en accroissant la crédibilité internationale du système démocratique de ce pays. Dans ce contexte, le groupe Conduril a remporté quelques travaux publics nouveaux, notamment auprès du gouvernement provincial de Benguela et du Ministère des Travaux publics.

L'activité du groupe Conduril au Mozambique traverse quant à elle une stagnation substantielle, en raison des difficultés ressenties par le pays. L'instabilité associée au



Portugal >

risque terroriste au nord du pays a eu pour conséquence principale l'arrêt d'un projet majeur de gaz naturel, l'apaisement à court terme de cette zone étant attendu avec impatience.

L'intervention du Fonds monétaire international (FMI) en Zambie a apaisé les marchés et les investisseurs, ce qui, conjugué avec les prix élevés des matières premières, comme c'est le cas du cuivre, ouvre des perspectives encourageantes pour le pays et pour le groupe Conduril. Les travaux de réhabilitation et d'extension du réseau de distribution d'eau et des égouts à Mufulira, bénéficiant d'un financement international, et les travaux de réhabilitation et de fermeture de barrages, également à Mufulira, pour le compte du Ministère des Mines, ont été remportés en 2022, ce qui favorise le développement et la présence sur ce marché dans les années à venir.

Au Malawi, bien qu'aucun nouveau projet n'ait été remporté, celui qui est en cours – la construction d'une partie du canal d'irrigation de la Vallée de Shire – a connu un rythme de production considérable.

Au Gabon, après l'achèvement des travaux de drainage à Libreville, l'entreprise a consolidé sa présence sur ce marché avec l'exécution d'un ouvrage d'approvisionnement en eau, qui progresse comme prévu.

Face à la pénurie de projets et à l'instabilité économique que le Zimbabwe traverse, le groupe Conduril a revu sa présence dans ce pays et a décidé d'y mettre fin.

3.

Depuis sa création, le groupe Conduril a inscrit son engagement envers la responsabilité sociale de ses collaborateurs et actionnaires dans sa mission. En 2022, consciente de son impact sur la société et l'environnement, le groupe a décidé d'aller plus loin et, aligné sur l'engagement de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en matière des pratiques ESG (environnementales, sociales et de bonne gouvernance), a défini sa Politique de Responsabilité Sociale d'Entreprise et intégré dans sa stratégie d'entreprise les Objectifs de développement durable (ODD), en formalisant son premier Rapport de Durabilité.

Concernant l'engagement pris pour assurer le bien-être de ses 2 800 collaborateurs, le groupe essaie de pratiquer une politique équitable en matière de rémunération et de promouvoir l'équilibre entre le travail et la vie privée de chacun, en offrant une ambiance de travail sûre et saine, ainsi qu'une large couverture d'assurance santé, tout en préservant la durabilité de son fonds de pension, dont la valeur s'élevait à 10,3 millions d'euros à la fin 2022.

La mise en place d'un outil de gestion continue des performances, selon des paramètres plus objectifs, systématisés et clairs, a été également achevée cette même année et a permis de renforcer le développement des carrières internes, de promouvoir activement l'évolution des salariés et de leur offrir de nouvelles opportunités, tout en contribuant à la croissance des collaborateurs de l'univers Conduril.

Le pari sur la formation a toujours orienté les actions du groupe sur la promotion du développement de ses collaborateurs. Bien que les heures de formation dispensées en 2022 ne reflètent pas encore totalement cet effort – il y a encore trop de limitations en Angola suite à la pandémie de COVID-19 –, plus de 14 000 heures de formation ont été dispensées, soit un investissement de 148 000 euros. La contribution au développement du milieu où le groupe Conduril est intégré, à travers les programmes de bourses universitaires, promus par Conduril Academy, a permis de soutenir 25 boursiers, dont 3 ont obtenu leurs licences en 2022.

4.

Afin d'assurer que sa politique d'action est transversale aux différentes zones géographiques où l'entreprise opère, le groupe Conduril a également obtenu la certification de son Système intégré de gestion de la qualité, de la sécurité et de l'environnement aux Açores, en 2022.

Dans un souci constant d'assurer l'amélioration et la sécurité de ses procédures, le groupe Conduril a commencé, en 2022, à préparer la certification en matière de gestion de la sécurité de l'information, conformément à la norme ISO 27001, dont le processus doit s'achever au cours du 1^{er} semestre 2023. Dans ce domaine également, afin d'assurer la sauvegarde des informations, un actif essentiel pour toutes les entreprises, des audits de sécurité informatique ont été réalisés dans les différentes installations du groupe et tous les efforts ont été mis en œuvre pour atténuer les éventuelles faiblesses détectées.

La reconnaissance de la qualité des processus mis en place chez le groupe Conduril a été confirmée, en 2022, au niveau du Laboratoire central de matériaux du Mozambique qui, au-delà de l'audit de l'APCER (agence portugaise de certification), a été accrédité par l'IPAC (Institut portugais d'accréditation) selon la norme NP EN ISO/IEC 17025.



Angola >

La politique d'investissement et de renforcement de la capacité de production n'a pas non plus été négligée et le gros effort entrepris au cours des dernières années a été poursuivi : l'investissement d'environ 5 millions d'euros dans les immobilisations réalisé en 2022 s'est ajouté aux plus de 50 millions des trois dernières années.

5.

Dans le cadre de son action et de sa gouvernance d'entreprise, le groupe Conduiril a toujours cherché à s'inspirer des meilleures pratiques.

En 2022, en articulation avec les autres instruments internes déjà pleinement enracinés, à savoir le Code de Conduite (Éthique et Bonnes pratiques) et le Règlement Intérieur, un Programme de conformité réglementaire en matière de prévention et de lutte contre la corruption a été mis en œuvre. La mise en place conjuguée de ces ressources contribuera au respect total de la législation et de la réglementation applicables, notamment dans le cadre de la lutte contre les comportements illicites qualifiés de corruption ou assimilés, mais également à l'application de mesures faisant obstacle à ces comportements et permettant la dénonciation de ceux-ci et la responsabilisation de ceux qui ne respectent pas les principes d'éthique, de rigueur, de transparence et de responsabilité régissant l'activité du groupe Conduiril.

L'exposition accrue du groupe, en raison de la multiplicité de géographies où il est présent, l'oblige à accorder une attention redoublée aux risques multiples, pas toujours prévisibles, auxquels il est confronté. Dans ce contexte, conscient de l'importance de créer un système efficace pour identifier les risques, assurer leur évaluation, les surveiller et mettre en place des mesures de gestion, que ce soit à travers la mitigation, le transfert, voire même l'acceptation, le groupe Conduril s'engage à garantir l'harmonisation et la convergence continue de sa politique interne de gestion des risques avec ses objectifs stratégiques.

6.

Les difficultés ressenties par le secteur du bâtiment tout au long de sa chaîne productive devront s'aggraver en 2023, en raison du manque de matières premières et de main-d'œuvre, mais également de l'augmentation générale des prix et des coûts de financement, auxquels s'ajoute aussi l'enjeu de la recherche de modèles plus durables.

Toutefois, l'année 2023 offre également des perspectives favorables qui s'ajoutent au carnet de commandes actuel, à hauteur de 520 millions d'euros :

- au Portugal, un niveau record d'investissement dans les infrastructures publiques et privées est prévu. Dans le secteur public, plusieurs travaux seront lancés, notamment la réhabilitation des itinéraires principaux n° 3 (IP3) et n° 8 (IP8), le barrage de Pisão, la ligne Rubis du métro de Porto et les lignes Rouge et Violet du métro de Lisbonne, ainsi que d'autres investissements dans les infrastructures d'eaux, agricoles et portuaires. Le dernier trimestre marquera le lancement de la procédure de passation du partenariat public-privé du réseau ferroviaire à grande vitesse, bien que la passation et le début des travaux n'aient lieu qu'en 2024. Au niveau privé, l'investissement dans le secteur énergétique est le plus significatif, avec le démarrage des investissements de l'exploitation du lithium et de la production de l'hydrogène vert, en plus de la poursuite de l'investissement dans le centre de données de Sines ;
- en Afrique, la stabilité politique et économique souhaitée semble commencer à porter ses fruits, avec une hausse des appels d'offres de travaux publics et privés. Il y a des perspectives très positives pour le groupe Conduril concernant l'obtention de nouveaux travaux et même de nouveaux marchés, le financement international étant assuré, avec une croissance prévue du chiffre d'affaires de 20 %.

7.

Autres informations :

- a) Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, à Cabo Verde, en Zambie, au Malawi et au Maroc. La succursale du Gabon est devenue une filiale au cours du second semestre 2021.
- b) Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité Sociale.
- c) Le capital social, composé de 1 800 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune, est entièrement souscrit et libéré.

d) Suite aux délibérations approuvées lors de l'Assemblée générale du 20 avril 2022, Conduril a procédé au retrait des 200 000 actions propres détenues par la société et à l'acquisition de 180 000 actions propres en bourse, sur le marché Euronext Access, au prix unitaire de 29 euros, qui représentent 10 % de son capital social, afin d'accroître la liquidité sous-jacente.

e) Les valeurs mobilières émises par Conduril - Engenharia, S.A., détenues par les titulaires du Conseil d'administration, restent inchangées par rapport à l'année précédente, à l'exception du nombre d'actions de l'actionnaire Jorge Lúcio Teixeira de Castro qui, le 23 mars, a acquis 50 actions pour une valeur unitaire de 25 euros.

f) Les affaires ou les opérations entre la société ou toute entité contrôlée par celle-ci et des membres de ses organes d'administration et de surveillance sont inexistantes ou revêtent la nature de transactions sans signification économique particulière pour aucune des parties concernées et sont réalisées dans le cadre de l'activité courante du groupe, dans des conditions normales de marché face à des opérations similaires. Lorsqu'elles existent, celles-ci feront l'objet d'une autorisation par délibération du Conseil d'administration, conformément aux dispositions du Code portugais des Sociétés commerciales.

8.

Le Conseil d'administration propose dans ses comptes annuels individuels que le résultat net de l'exercice de 2022, à hauteur de 7 238 296 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 1 620 000 euros, ce qui correspond à 1,00 euros par action ;
- Autres réserves : 5 618 296 euros.

9.

Le Conseil d'administration tient en particulier à remercier tous ceux qui directement ou indirectement ont collaboré avec l'entreprise et se sont engagés à atteindre les objectifs de celle-ci : les collaborateurs dont l'engagement et le dévouement font la différence sur la marque Conduril ; les clients, les fournisseurs et les institutions financières pour leur collaboration ; les organes sociaux pour le soutien et la qualité de leurs interventions ; les actionnaires, pour la confiance démontrée.

Fait à Ermesinde, le 7 mars 2023

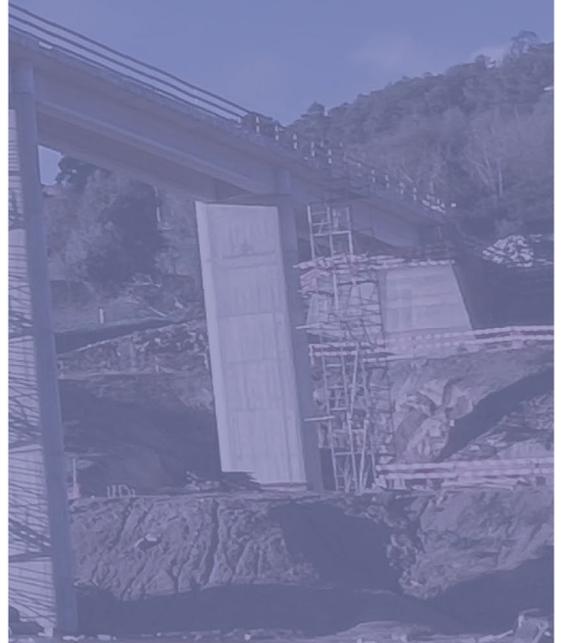
Le Conseil d'administration



Portugal



CHAP. 03



États financiers
consolidés
et annexes



Bilan consolidé

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET 2021

Montants exprimés en EUROS

| | NOTES | 2022 | 2021 |
|--|----------|--------------------|--------------------|
| ACTIF | | | |
| ACTIF NON COURANT | | | |
| Immobilisations corporelles | 3;7 | 86 408 576 | 89 096 037 |
| Immobilisations incorporelles | 3;6 | 5 397 153 | 5 594 997 |
| Participations financières (méthode de la mise en équivalence) | 3;9 | 494 241 | 494 241 |
| Autres immobilisations financières | 3;9;18 | 37 826 787 | 33 827 624 |
| Actifs d'impôt différé | 3;17 | 3 352 383 | 7 889 897 |
| Sous-total | | 133 479 140 | 136 902 796 |
| ACTIF COURANT | | | |
| Stocks | 3;10 | 20 692 395 | 16 788 209 |
| Clients | 3;18 | 123 603 465 | 105 193 170 |
| Clients avec une retenue de garantie | 3;18 | 7 616 362 | 6 240 046 |
| État et autres organismes publics | 20 | 23 535 535 | 21 289 866 |
| Actionnaires | | 7 160 | 7 159 |
| Autres comptes débiteurs | 3;20 | 28 805 333 | 35 162 721 |
| Charges constatées d'avance | 3;20 | 1 771 795 | 1 484 510 |
| Actifs financiers détenus à des fins de négociation | 3;18 | 19 307 548 | 45 410 058 |
| Autres actifs financiers | 3;18 | 1 521 | 1 521 |
| Encaisse et dépôts en banque | 3;4 | 28 228 462 | 12 878 274 |
| Sous-total | | 253 569 575 | 244 455 533 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 387 048 715 | 381 358 328 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIF | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | | |
| Capital souscrit | 18 | 9 000 000 | 10 000 000 |
| Actions propres | 3;18 | (5 220 000) | (950 000) |
| Réserves légales | 18 | 3 525 817 | 3 470 856 |
| Autres réserves | | 209 717 121 | 205 679 034 |
| Résultats reportés | | 4 914 600 | 5 719 711 |
| Écarts de réévaluation | | 2 564 723 | 1 885 767 |
| Ajustements / Autres variations des capitaux propres | | (23 774 968) | (36 291 544) |
| Sous-total | | 200 727 293 | 189 513 824 |
| Résultat net de l'exercice | | 7 238 296 | 5 782 682 |
| Sous-total | | 207 965 589 | 195 296 506 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 61 107 | 31 582 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | 3 | 208 026 696 | 195 328 088 |
| PASSIF | | | |
| PASSIF NON COURANT | | | |
| Provisions | 3;13 | 7 032 038 | 4 029 471 |
| Financements obtenus | 3;8;18 | 45 172 319 | 45 667 261 |
| Passifs d'impôt différé | 3;17 | 3 990 582 | 5 743 386 |
| Autres comptes créditeurs | 3;20 | - | 286 115 |
| Sous-total | | 56 194 939 | 55 726 233 |
| PASSIF COURANT | | | |
| Fournisseurs | 3 | 45 427 873 | 40 241 278 |
| Avances de clients | 3 | 14 107 022 | 26 410 251 |
| État et autres organismes publics | 20 | 17 988 772 | 16 394 756 |
| Actionnaires | | 2 843 685 | 2 842 761 |
| Financements obtenus | 3;8;18 | 25 300 138 | 28 162 770 |
| Autres comptes créditeurs | 3;20 | 14 099 995 | 14 745 527 |
| Produits constatés d'avance | 3;11;20 | 3 059 597 | 1 506 663 |
| Sous-total | | 122 827 081 | 130 304 007 |
| TOTAL DU PASSIF | | 179 022 019 | 186 030 240 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF | | 387 048 715 | 381 358 328 |

L'administration,

Le comptable certifié,

Compte de résultat consolidé par nature

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET 2021

Montants exprimés en EUROS

| PRODUITS ET CHARGES | NOTES | 2022 | 2021 |
|---|------------|------------------|------------------|
| Ventes et services fournis | 3;12;20;21 | 218 870 901 | 156 230 714 |
| Subventions d'exploitation | | - | - |
| Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises | 3;9 | - | 447 798 |
| Variation des stocks de la production | 3;10 | (61 366) | 12 104 |
| Travaux au sein de l'entreprise | 3 | 618 243 | 1 182 367 |
| Coût des marchandises vendues et des matières consommées | 10 | (66 546 582) | (50 860 303) |
| Fournitures et services extérieurs | 20 | (76 603 996) | (53 673 311) |
| Frais de personnel | 3;19;20 | (54 755 385) | (45 151 408) |
| Dépréciation de stocks (pertes / reprises) | 3;10 | - | (59 096) |
| Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) | 3;18 | 1 402 744 | (1 433 772) |
| Provisions (augmentations / diminutions) | 3;13 | (3 233 567) | (117 239) |
| Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises) | | (87 180) | - |
| Augmentations / diminutions de la juste valeur | | - | - |
| Autres revenus | 14;20 | 25 099 447 | 31 146 984 |
| Autres charges | 14;20 | (18 919 479) | (21 476 882) |
| Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts | | 25 783 780 | 16 247 955 |
| Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement | 3;6;7 | (7 400 055) | (6 880 435) |
| Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) | | - | - |
| Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts) | | 18 383 725 | 9 367 520 |
| Intérêts et produits assimilés obtenus | | - | - |
| Intérêts et charges assimilées supportées | 3;20 | (4 931 874) | (3 371 724) |
| Résultat avant impôts | | 13 451 851 | 5 995 796 |
| Impôt sur les bénéfices de l'exercice | 3;17 | (6 194 210) | (211 528) |
| RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | | 7 257 641 | 5 784 268 |
| Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice | | - | - |
| RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE : | | | |
| Détenteurs de capitaux de la société mère | | 7 238 296 | 5 782 682 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 19 345 | 1 586 |
| Sous-total | | 7 257 641 | 5 784 268 |
| RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ | | 4,48 | 3,21 |

L'administration,

Le comptable certifié,

Tableau consolidé des flux de trésorerie

AU 31 DÉCEMBRE 2022 ET 2021

Montants exprimés en EUROS

| POSTES | NOTES | 2022 | 2021 |
|---|----------|---------------------|---------------------|
| FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES | | | |
| Encaissements clients | | 196 208 977 | 135 556 101 |
| Règlements fournisseurs | | (159 860 834) | (120 640 461) |
| Rémunérations du personnel | | (48 189 888) | (40 597 914) |
| Trésorerie générée par les opérations | | (11 841 745) | (25 682 274) |
| Impôt sur les bénéfices payé / perçu | | (3 593 401) | (584 800) |
| Autres encaissements / décaissements | | 17 495 653 | 3 430 917 |
| FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1) | | 2 060 507 | (22 836 158) |
| FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | | |
| DÉCAISSEMENTS CONCERNANT : | | | |
| Immobilisations corporelles | | (2 814 557) | (4 035 198) |
| Immobilisations incorporelles | | - | - |
| Immobilisations financières | | (48 100) | (37 454) |
| Autres actifs | | (24 131 242) | - |
| ENCAISSEMENTS PROVENANT DE : | | | |
| Immobilisations corporelles | | - | 1 880 |
| Immobilisations financières | | - | 23 222 151 |
| Autres actifs | | 55 338 293 | - |
| Intérêts et produits assimilés | | 6 411 269 | 4 174 803 |
| Dividendes | | 320 416 | 41 627 |
| FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2) | | 35 076 079 | 23 367 809 |
| FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | |
| ENCAISSEMENTS PROVENANT DE : | | | |
| Financements obtenus | | 149 432 702 | 127 170 859 |
| Autres opérations de financement | | - | - |
| DÉCAISSEMENTS CONCERNANT : | | | |
| Financements obtenus | | (153 321 112) | (116 301 072) |
| Financements <i>leasings</i> | | (8 899 272) | (4 811 322) |
| Intérêts et charges assimilées | | (1 438 269) | (2 369 839) |
| Dividendes | | (1 800 000) | (540 000) |
| Réductions de capital et d'autres instruments de capitaux propres | | (5 220 000) | - |
| Autres opérations de financement | | - | - |
| FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3) | | (21 245 951) | 3 148 626 |
| Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3) | | 15 890 636 | 3 680 277 |
| Effets advenant des différences de change | | (540 448) | 2 166 597 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice | | 12 878 274 | 7 031 400 |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE | 4 | 28 228 462 | 12 878 274 |

L'administration,

Le comptable certifié,



Annexe aux états financiers consolidés le 31 décembre 2022

1. Introduction

—● ACTIVITÉ

Conduril - Engenharia, S.A. (« Conduril » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835, 4445-416 Ermesinde – Valongo ; accompagnée de ses sociétés associées (« groupe »), elles ont pour activité principale les ouvrages de génie civil et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Le Conseil d'administration considère que ces états financiers consolidés donnent une image fidèle des opérations des entreprises faisant partie du groupe, ainsi que de leurs situations et performances financières et de leurs flux de trésorerie.

Le Conseil d'administration continuera à suivre tous les développements associés à la situation économique nationale et internationale, notamment ceux découlant de la guerre en Ukraine. Cet événement a eu des impacts significatifs sur l'environnement économique actuel, le contexte de forte incertitude restant une perspective claire, notamment en ce qui concerne le fonctionnement normal des chaînes d'approvisionnement de produits, que ce soit au niveau de la disponibilité ou des prix, raison par laquelle il est impossible d'estimer avec une certitude raisonnable l'éventuel impact sur l'activité du groupe.

Les états financiers consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

Le périmètre de consolidation de Conduril - Engenharia, S.A. inclut les entités suivantes :

| CONSOLIDATION INTÉGRALE | % |
|---|----------|
| Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A. | 100,00 |
| Edirio - Construções, S.A. | 100,00 |
| Métis Engenharia, Lda. | 99,00 |
| ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda. | 100,00 |
| Urano, Lda. | 99,00 |
| Conduril Engenharia - Açores, S.A. | 100,00 |
| Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A. | 100,00 |
| Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD | 100,00 |
| Conduril Engenharia Gabon, S.A. | 100,00 |
| Consolidation proportionnelle : | |
| Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE | 33,33 |
| Groupement Túnel de Nador, Construção ACE | 50,00 |
| RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE | 16,67 |
| RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE | 17,86 |
| Méthode de la mise en équivalence : | |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A. | 21,64 |
| Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A. | 33,33 |

2. Référentiel comptable pour la préparation des états financiers

2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables du groupe et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;

- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes) ;
- Avis n° 8258/2015, du 29 juillet (Dispositions interprétatives).

2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle résultant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent.

3. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables des entreprises faisant partie du groupe, tenus conformément aux Normes comptables et d'information financière (NCRF).

— A. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les principes de consolidation adoptés par le groupe lors de la préparation de ses états financiers consolidés sont les suivants :

i. Participations dans des filiales

Les participations financières dans des entreprises dans lesquelles le groupe détient, directement ou indirectement, plus de 50 % des droits de vote dans l'assemblée générale ou dans lesquelles il détient le pouvoir de contrôler leurs politiques financières et opérationnelles (définition de contrôle utilisée par le groupe) sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Les capitaux propres et le résultat net de ces entreprises correspondant à la participation de tiers sont présentés séparément dans le bilan consolidé et dans le compte de résultat consolidé, dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

Lorsque les pertes attribuables aux actionnaires / associés minoritaires dépassent l'intérêt minoritaire dans les capitaux propres de la filiale, le groupe absorbe cet excédent et toutes les pertes supplémentaires, sauf si les actionnaires / associés minoritaires sont tenus et en mesure de couvrir ces pertes. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, ceux-ci sont attribués au groupe jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires imputée au groupe ait été couverte.

Le résultat des filiales acquises ou vendues au cours de l'exercice est compris dans le compte de résultat depuis la date de leur acquisition ou jusqu'à la date de leur vente, respectivement.

Le cas échéant, des ajustements aux états financiers des filiales sont effectués afin d'adapter leurs méthodes comptables à celles utilisées par le groupe. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises du groupe sont supprimés lors du processus de consolidation.

Dans les situations où le groupe détient, en substance, le contrôle d'autres entités créées dans un but déterminé (« Entités ad hoc »), même s'il ne détient pas des participations en capital directement ou indirectement dans ces entités, celles-ci sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

ii. Participations dans des sociétés associées

Les participations financières dans des sociétés associées (les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence considérable, mais sans avoir leur contrôle ou un contrôle conjoint, à travers la participation aux décisions financières et opérationnelles de la société – généralement il s'agit d'investissements représentant entre 20 % et 50 % du capital d'une société – sont considérées comme telles) sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières dans des sociétés associées sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou déduit de la valeur correspondant à la part des capitaux propres de ces sociétés, déclarées à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence. Les participations financières sont ultérieurement ajustées chaque année par la valeur correspondante à la participation dans le résultat net des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. De plus, les dividendes de ces entreprises sont enregistrés comme une diminution de la valeur de l'investissement, la part proportionnelle dans les variations des capitaux propres étant enregistrée comme une variation des capitaux propres du groupe.

Les différences entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de la société associée à la date d'acquisition, si elles sont positives, sont comptabilisées comme *goodwill*. Si ces différences sont négatives, après nouvelle confirmation de la juste valeur attribuée, elles sont enregistrées comme gains de l'exercice dans le poste « Autres revenus ».

Une évaluation des participations dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme charges. Lorsque les pertes de valeur comptabilisées au cours d'exercices précédents cessent d'exister, elles font l'objet d'une reprise.

Lorsque la part du groupe dans les pertes cumulées de la société associée dépasse la valeur enregistrée de l'investissement, celui-ci est déclaré comme nul, sauf si le groupe s'est engagé avec la société associée, une provision pour faire face à ces obligations étant enregistrée dans ces cas.

Les revenus latents sur des transactions avec des sociétés associées sont supprimés dans les mêmes proportions que la participation du groupe dans la société associée, en contrepartie de l'investissement dans celle-ci. Les pertes latentes sont supprimées de manière similaire, mais seulement dans la mesure où la perte n'indique pas que l'actif transféré a subi une perte de valeur.

iii. Entités contrôlées conjointement

Les participations financières dans des entreprises / entités contrôlées conjointement ont été consolidées dans les états financiers ci-joints selon la méthode de l'intégration proportionnelle, depuis la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

La classification des participations financières détenues dans des entreprises / entités contrôlées conjointement est déterminée sur la base :

- des accords d'actionnaires régissant le contrôle conjoint ;
- du pourcentage effectif de détention ;
- des droits de vote détenus.

Toute différence de consolidation générée lors de l'acquisition d'une entreprise / entité contrôlée conjointement est enregistrée selon les méthodes comptables définies pour les filiales. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises contrôlées conjointement sont supprimés dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

iv. Goodwill

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. La valeur du *goodwill* n'est pas amortie. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises et sont enregistrées dans le compte de résultat de l'exercice dans le poste « Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises) ».

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables (y compris des passifs éventuels) à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

Le gain ou la perte concernant la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe.

v. Conversion des états financiers des filiales libellés en monnaie étrangère

Les actifs et les passifs des états financiers des entités étrangères faisant partie de la consolidation sont convertis en euros, selon les taux de change en vigueur à la date de clôture et les revenus et charges selon les taux de change moyens. La différence de change résultant est enregistrée dans le poste de capitaux propres « Autres variations des capitaux propres ».

La valeur du *goodwill* et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'entités étrangères sont considérés comme des actifs et des passifs de ces entités et convertis en euros selon le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, la différence de change cumulée est comptabilisée dans le compte de résultat comme gains ou pertes de la cession.

—• B. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 6 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour le groupe, qu'elles soient contrôlables par le groupe ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont le groupe est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

—• C. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1^{er} janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle.

Les taux d'amortissement utilisés au cours de cet exercice correspondent aux durées de vies utiles estimées comme suit :

| | ANNÉES |
|------------------------------------|---------------|
| Bâtiments et autres constructions | 4 - 50 |
| Équipement de base | 3 - 30 |
| Matériel de transport | 4 - 12 |
| Fournitures administratives | 3 - 25 |
| Autres immobilisations corporelles | 4 - 20 |

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont incluses dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

— D. CONTRATS DE LOCATION

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels le groupe est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

— E. INTÉGRATION DE SUCCURSALES

Les informations comptables des succursales où le groupe opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, à Cabo Verde, en Zambie, au Malawi et au Gabon (depuis le 1^{er} juillet 2021, la succursale du Gabon est devenue une société anonyme, intégrant donc les filiales) intègrent, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation du groupe, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrées tous les mois comme des variations des capitaux propres.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

— F. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON COURANTS (À L'EXCEPTION DU GOODWILL)

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

—• G. CHARGES DES FINANCEMENTS OBTENUS

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

—• H. STOCKS

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

— I. INSTRUMENTS FINANCIERS

i. Investissements

Les investissements dans d'autres entreprises sont enregistrés au coût d'acquisition ou, dans le cas des emprunts accordés, à la valeur nominale. Une évaluation de ces investissements est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

ii. Créances comptables

Les créances comptables sont enregistrées initialement à leur juste valeur et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation. Il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur et, par conséquent, où la dette doit être évaluée conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, le groupe prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

iii. Financements

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur coût amorti. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Il n'y a pas de situations dans lesquelles la méthode du coût amorti ait un impact significatif sur l'évaluation par rapport à la valeur nominale.

iv. Fournisseurs et dettes comptables

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers sont comptabilisées initialement à leur juste valeur et, ultérieurement, à leur coût amorti, qui ne diffère pas de leur valeur nominale, étant donné que l'effet de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif est considéré comme non significatif.

v. Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

vi. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abatement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

vii. Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage

Le groupe ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers consolidés que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque le groupe transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si le groupe conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers consolidés, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

viii. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

—• J. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par le groupe comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du groupe ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable

qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour le groupe. Le groupe ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers consolidés et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

— K. PÉRIODES ÉCONOMIQUES

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

— L. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DE L'EXERCICE

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de chaque entreprise de la consolidation, conformément aux règles fiscales en vigueur.

L'entreprise est soumise au Régime spécial d'imposition de groupes de sociétés (RETGS), tel que prévu à l'article 69 du Code de l'impôt sur le revenu des personnes morales portugais, selon lequel elle est la société dominante depuis le 1^{er} janvier 2022.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

—● M. ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS À LA VENTE

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

—● N. SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES OU D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

—● O. COMPLÉMENTS DE PENSION

Conduril - Engenharia, S.A. s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements, Conduril - Engenharia, S.A. a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 - « Avantages du personnel ».

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

—● P. PRODUIT

Le groupe comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 - « Contrats de construction », selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant

de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, le groupe comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes des participations enregistrées au coût sont comptabilisés comme revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel leur attribution est décidée.

— Q. CHARGES AFFÉRENTES À LA PRÉPARATION DE PROPOSITIONS

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

— R. TRAVAUX AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par des entreprises du groupe, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

—● S. FAITS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers consolidés. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers consolidés.

—● T. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

Lors de la préparation des états financiers consolidés, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation s'est basé sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers consolidés des exercices prenant fin le 31 décembre 2022 et 2021 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers consolidés. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers consolidés seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

3.2. Autres méthodes comptables importantes

—● A. RÉSULTATS PAR ACTION

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

—● B. MONNAIE ÉTRANGÈRE

Lors de la comptabilisation initiale, les transactions en monnaie étrangère (une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle) sont enregistrées selon les taux de change des dates des transactions respectives. Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours

de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des produits et charges dans le compte de résultat de l'exercice. Les éléments non monétaires mesurés au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis au taux de change de la date de la transaction.

Les différences de change associés à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

| MONNAIE | MONNAIE DE CONVERSION | 2022 | | 2021 | |
|-----------------------|-----------------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | | 31 DÉCEMBRE | CHANGE MOYEN | 31 DÉCEMBRE | CHANGE MOYEN |
| Dollar des États-Unis | Euro | 0,93756 | n/a | 0,88290 | n/a |
| Dirham marocain | Euro | 0,08961 | 0,09334 | 0,09509 | 0,09398 |
| Metical | Euro | 0,01566 | 0,01500 | 0,01383 | 0,01298 |
| Escudo de Cabo Verde | Euro | 0,00907 | 0,00907 | 0,00907 | 0,00907 |
| Franc CFA | Euro | 0,00152 | 0,00152 | 0,00152 | 0,00152 |
| Kwacha de Zambie | Euro | 0,05181 | 0,05581 | 0,05296 | 0,04287 |
| Kwacha du Malawi | Euro | 0,00089 | 0,00098 | 0,00108 | 0,00106 |
| Kwanza | Euro | 0,00184 | 0,00203 | 0,00157 | 0,00135 |
| Dollar zimbabwéen | Euro | 0,00140 | 0,00245 | 0,00812 | 0,00946 |

3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés

Lors de la préparation des états financiers consolidés conformément aux règles comptables NCRF, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les expectatives concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables du groupe, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers consolidés de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers consolidés.

3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

—• A. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash-flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée des entreprises faisant partie du groupe et sur les attentes futures. Le groupe considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

—• B. DURÉES DE VIES UTILES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les durées de vies utiles estimées des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues à chaque date de clôture. Les durées de vies utiles des actifs dépendent de plusieurs facteurs liés soit à leur utilisation soit à leur localisation.

—• C. PRODUIT ET CONTRATS DE CONSTRUCTION

Le produit des contrats de construction en cours est comptabilisé sur la base de la méthode du pourcentage d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est traduit par une estimation pertinente qui repose sur la prévision des charges à encourir jusqu'à l'achèvement du contrat. Ce processus est basé sur des analyses techniques réalisées par des techniciens.

—• D. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont comptabilisées après l'analyse des techniciens en vue de vérifier l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé, une sortie de ressources probable. Cette estimation est également déterminée sur la base de l'avis des avocats et des conseillers du groupe.

—• E. COMPTABILISATION DE LA VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS ASSOCIÉES AUX PRESTATIONS DE RETRAITE

Les responsabilités liées à des pensions de retraite sont estimées sur la base d'évaluations actuarielles réalisées par des experts extérieurs. Des hypothèses financières et actuarielles, notamment le taux d'actualisation, les tables de mortalité, l'invalidité, la croissance des pensions et des salaires, entre autres, sont inclus lors de la détermination de la responsabilité.

Compte tenu de ce qui précède, des modifications importantes dans les estimations réalisées ne sont pas prévues et, par conséquent, des variations matérielles dans les actifs et les passifs enregistrés ayant pour base ces estimations ne sont pas attendues.

4. Flux de trésorerie

4.1. Commentaire de l'administration sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| Encaisse | 165 798 | 257 048 |
| Dépôts à vue | 22 181 199 | 7 067 519 |
| Dépôts à terme | 5 881 465 | 5 553 707 |
| TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE | 28 228 462 | 12 878 274 |

5. Parties liées

5.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

— **A. TOTAL DE RÉMUNÉRATIONS** : 1 931 472 euros (2021 : 1 339 235 euros).

5.2. Transactions entre les parties liées

— A. NATURE DES RELATIONS ENTRE LES PARTIES LIÉES :

| | PAYS | % DIRECT | % TOTAL |
|---|------------|----------|---------|
| SUCCURSALES : | | | |
| Angola | - | - | - |
| Mozambique | - | - | - |
| Maroc | - | - | - |
| Cabo Verde | - | - | - |
| Zambie | - | - | - |
| Malawi | - | - | - |
| FILIALES : | | | |
| Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A. | Portugal | 100,00 | 100,00 |
| Edirio - Construções, S.A. | Portugal | 100,00 | 100,00 |
| Métis Engenharia, Lda. | Angola | 99,00 | 99,00 |
| ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda. | Mozambique | 100,00 | 100,00 |
| Urano, Lda. | Angola | 99,00 | 99,99 |
| Conduril Engenharia - Açores, S.A. | Portugal | 100,00 | 100,00 |
| Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A. | Portugal | 100,00 | 100,00 |
| Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD | Zimbabwe | 100,00 | 100,00 |
| Conduril Engenharia Gabon, S.A. | Gabon | 100,00 | 100,00 |
| ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT : | | | |
| Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE | Maroc | 33,33 | 33,33 |
| Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE | Maroc | 33,33 | 33,33 |
| Groupement Túnel de Nador, Construção ACE | Maroc | 50,00 | 50,00 |
| RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE | Portugal | 16,67 | 16,67 |
| RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE | Portugal | 17,86 | 17,86 |
| UTE Alcántara - Garrovillas | Espagne | 15,00 | 15,00 |
| SOCIÉTÉS ASSOCIÉES : | | | |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A. | Portugal | 21,64 | 23,64 |
| Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A. | Portugal | 33,33 | 33,33 |
| PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION : | | | |
| CONSEIL D'ADMINISTRATION : | | | |
| António Luís Amorim Martins (président) – <i>chairman</i> | | | |
| Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du comité exécutif) – PDG | | | |
| Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-présidente du comité exécutif) | | | |
| António Baraças Andrade Miragaia | | | |
| António Emanuel Lemos Catarino | | | |
| Jorge Lúcio Teixeira Castro | | | |
| Miguel José Alves Montenegro Andrade | | | |
| Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães | | | |
| AUTRES PARTIES LIÉES : | | | |
| Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. | Portugal | - | - |
| Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda. | Portugal | - | - |
| Mugige Vinhos, Lda. | Angola | - | - |

— B. TRANSACTIONS ET SOLDES OUVERTS :

Au 31 décembre 2022 et 2021, le groupe a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2022 :

| PARTIES LIÉES | SOLDES OUVERTS ACTIFS | SOLDES OUVERTS PASSIFS | PERTES DE VALEUR CUMULÉES |
|---|----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE : | | | |
| Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE | 829 542 | - | - |
| | 829 542 | - | - |
| AUTRES PARTICIPATIONS : | | | |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A. | 13 663 492 | 17 870 | 40 000 |
| Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A. | - | - | - |
| | 13 663 492 | 17 870 | 40 000 |
| AUTRES PARTIES LIÉES : | | | |
| UTE Alcântara - Garrovillas | 1 219 788 | - | - |
| Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. | 73 770 | 1 257 222 | - |
| Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola | 531 086 | 342 321 | - |
| Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda. | - | - | - |
| Mugige Vinhos, Lda. | 4 897 540 | 202 665 | - |
| | 6 722 184 | 1 802 208 | - |

| PARTIES LIÉES | REVENUS | CHARGES |
|--|----------------|----------------|
| AUTRES PARTIES LIÉES : | | |
| UTE Alcântara - Garrovillas | - | - |
| Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. | 107 979 | 2 538 014 |
| Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola | 151 747 | 71 058 |
| Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda. | 334 | 278 528 |
| Mugige Vinhos, Lda. | - | 223 759 |
| | 260 060 | 3 111 359 |

Au 31 décembre 2021 :

| PARTIES LIÉES | SOLDES OUVERTS ACTIFS | SOLDES OUVERTS PASSIFS | PERTES DE VALEUR CUMULÉES |
|---|----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE : | | | |
| Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE | 829 542 | - | - |
| | 829 542 | - | - |
| AUTRES PARTICIPATIONS : | | | |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A. | 13 612 314 | 17 870 | 40 000 |
| | 13 612 314 | 17 870 | 40 000 |
| AUTRES PARTIES LIÉES : | | | |
| UTE Alcântara - Garrovillas | 1 219 788 | - | - |
| Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. | 37 512 | 195 596 | - |
| Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola | 332 375 | 255 223 | - |
| Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda. | - | 16 624 | - |
| Mugige Vinhos, Lda. | 3 882 672 | - | - |
| | 5 472 347 | 467 443 | - |

| PARTIES LIÉES | REVENUS | CHARGES |
|--|---------|-----------|
| AUTRES PARTIES LIÉES : | | |
| UTE Alcántara - Garrovillas | - | - |
| Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. | 95 082 | 478 165 |
| Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola | 195 670 | 192 064 |
| Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda. | - | 283 018 |
| Mugige Vinhos, Lda. | - | 92 509 |
| | 290 752 | 1 045 756 |

6. Immobilisations incorporelles

6.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

—● **A. Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :**

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | DURÉE DE VIE UTILE | TAUX D'AMORTISSEMENT |
|--------------------------------------|--------------------|----------------------|
| Recherche et développement | 6 | 16,67 % |
| Droits de superficie | 60 | 1,66 % |
| Logiciels | 6 | 16,67 % |
| Autres immobilisations incorporelles | 6 | 16,67 % |

—● **B. Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base de la durée de vie utile prévue.**

—● **C. Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :**

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 31.12.2022 | | 31.12.2021 | |
|--|------------------|------------------------------------|------------------|------------------------------------|
| | ACTIF BRUT | AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR | ACTIF BRUT | AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR |
| Recherche et développement | 27 740 | 10 817 | 27 740 | 6 194 |
| Droits de superficie | 5 885 521 | 651 525 | 5 877 514 | 637 279 |
| Logiciels | 202 149 | 146 450 | 196 125 | 125 373 |
| Propriété industrielle | 47 121 | - | 47 121 | - |
| Autres immobilisations incorporelles | 10 780 | 3 006 | 218 080 | 2 737 |
| Immobilisations incorporelles en cours | 35 640 | - | - | - |
| TOTAL | 6 208 951 | 811 798 | 6 366 580 | 771 583 |

—● **D. La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :**

| AMORTISSEMENTS DE LA PÉRIODE | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Recherche et développement | 4 623 | 4 623 |
| Droits de superficie | 13 892 | 9 266 |
| Logiciels | 21 077 | 18 900 |
| Autres immobilisations incorporelles | 163 | 108 |
| TOTAL | 39 755 | 32 897 |

— E. Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2022 et 2021 sont indiqués dans le tableau qui suit :

| | 2022 | | | | | | TOTAL |
|---------------------------------|----------------------------|----------------------|---------------|------------------------|--------------------------------------|--|------------------|
| | RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT | DROITS DE SUPERFICIE | LOGICIELS | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS | |
| ACTIF BRUT : | | | | | | | |
| Solde au 31.12.2021 | 27 740 | 5 877 514 | 196 125 | 47 121 | 218 080 | - | 6 366 580 |
| Acquisitions | - | - | 6 024 | - | - | 35 640 | 41 664 |
| Autres variations | - | 8 007 | - | - | (207 300) | - | (199 293) |
| Solde au 31.12.2022 | 27 740 | 5 885 521 | 202 149 | 47 121 | 10 780 | 35 640 | 6 208 951 |
| AMORTISSEMENTS CUMULÉS : | | | | | | | |
| Solde au 31.12.2021 | 6 194 | 637 279 | 125 373 | - | 2 737 | - | 771 583 |
| Acquisitions | 4 623 | 13 892 | 21 077 | - | 163 | - | 39 755 |
| Autres variations | - | 354 | - | - | 106 | - | 460 |
| Solde au 31.12.2022 | 10 817 | 651 525 | 146 450 | - | 3 006 | - | 811 798 |
| VALEUR NETTE | 16 923 | 5 233 996 | 55 699 | 47 121 | 7 774 | 35 640 | 5 397 153 |

| | 2021 | | | | | | TOTAL |
|---------------------------------|----------------------------|----------------------|---------------|------------------------|--------------------------------------|----------|------------------|
| | RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT | DROITS DE SUPERFICIE | LOGICIELS | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | |
| ACTIF BRUT : | | | | | | | |
| Solde au 31.12.2020 | 27 740 | 5 852 346 | 153 576 | 47 121 | 171 900 | - | 6 252 683 |
| Acquisitions | - | 15 430 | 46 549 | - | - | - | 61 979 |
| Autres variations | - | 9 738 | (4 000) | - | 46 180 | - | 51 918 |
| Solde au 31.12.2021 | 27 740 | 5 877 514 | 196 125 | 47 121 | 218 080 | - | 6 366 580 |
| AMORTISSEMENTS CUMULÉS : | | | | | | | |
| Solde au 31.12.2020 | 1 571 | 625 756 | 106 370 | - | 2 488 | - | 736 185 |
| Acquisitions | 4 623 | 9 266 | 18 900 | - | 108 | - | 32 897 |
| Autres variations | - | 2 257 | 103 | - | 141 | - | 2 502 |
| Solde au 31.12.2021 | 6 194 | 637 279 | 125 373 | - | 2 737 | - | 771 583 |
| VALEUR NETTE | 21 546 | 5 240 235 | 70 752 | 47 121 | 215 343 | - | 5 594 997 |

7. Immobilisations corporelles

7.1. Information concernant les immobilisations corporelles

— A. Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

— B. Méthode de dépréciation utilisée :

Le groupe amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

—● C. Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | DURÉE DE VIE UTILE | TAUX D'AMORTISSEMENT |
|------------------------------------|--------------------|----------------------|
| Terrains et ressources naturelles | - | - |
| Bâtiments et autres constructions | 4 - 50 | 2 % - 25 % |
| Équipement de base | 3 - 30 | 3,33 % - 33,33 % |
| Matériel de transport | 4 - 12 | 8,33 % - 25 % |
| Fournitures administratives | 3 - 25 | 4 % - 33,33 % |
| Autres immobilisations corporelles | 4 - 20 | 5 % - 25 % |

—● D/E. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

| 2022 | | | | | | | | |
|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|-------------------|
| | TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES | BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS | ÉQUIPEMENT DE BASE | MATÉRIEL DE TRANSPORT | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | INVESTISSEMENTS EN COURS | TOTAL |
| ACTIF BRUT : | | | | | | | | |
| Solde au 31.12.2021 | 3 717 725 | 33 293 488 | 120 612 045 | 29 332 029 | 2 422 959 | 1 811 440 | 18 210 041 | 209 399 727 |
| Acquisitions | - | 118 350 | 2 365 121 | 1 221 862 | 327 084 | 129 611 | 659 920 | 4 821 948 |
| Cessions | - | - | (4 110 780) | (162 078) | - | (477) | - | (4 273 335) |
| Autres variations | - | 343 404 | 343 738 | 46 363 | 20 028 | (33 982) | - | 719 551 |
| Transferts et mise au rebut | - | 1 050 028 | (94 460) | (86 033) | - | - | (1 153 401) | (283 866) |
| Solde au 31.12.2022 | 3 717 725 | 34 805 270 | 119 115 664 | 30 352 143 | 2 770 071 | 1 906 592 | 17 716 560 | 210 384 025 |
| AMORTISSEMENTS CUMULÉS : | | | | | | | | |
| Solde au 31.12.2021 | - | 20 021 132 | 76 877 742 | 20 138 216 | 1 947 333 | 1 319 267 | - | 120 303 690 |
| Acquisitions | - | 863 276 | 4 738 175 | 1 454 847 | 127 126 | 176 875 | - | 7 360 299 |
| Cessions | - | - | (3 992 161) | (127 652) | - | (477) | - | (4 120 290) |
| Autres variations | - | 215 118 | 323 057 | 49 729 | 20 094 | (30 409) | - | 577 589 |
| Transferts et mise au rebut | - | - | (64 136) | (81 703) | - | - | - | (145 839) |
| Solde au 31.12.2022 | - | 21 099 526 | 77 882 677 | 21 433 437 | 2 094 553 | 1 465 256 | - | 123 975 449 |
| VALEUR NETTE | 3 717 725 | 13 705 744 | 41 232 988 | 8 918 706 | 675 518 | 441 336 | 17 716 560 | 86 408 576 |

| 2021 | | | | | | | | |
|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|-------------------|
| | TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES | BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS | ÉQUIPEMENT DE BASE | MATÉRIEL DE TRANSPORT | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | INVESTISSEMENTS EN COURS | TOTAL |
| ACTIF BRUT : | | | | | | | | |
| Solde au 31.12.2020 | 2 918 326 | 28 659 726 | 117 408 461 | 27 461 803 | 2 273 752 | 1 738 467 | 20 422 688 | 200 883 223 |
| Acquisitions | 799 399 | 703 959 | 4 610 572 | 2 278 987 | 143 930 | 62 194 | 1 278 300 | 9 877 341 |
| Cessions | - | - | (1 417 506) | (315 855) | - | - | - | (1 733 361) |
| Autres variations | - | 438 856 | 465 193 | 88 867 | 31 729 | 14 152 | - | 1 038 797 |
| Transferts et mise au rebut | - | 3 490 947 | (454 675) | (181 773) | (26 452) | (3 373) | (3 490 947) | (666 273) |
| Solde au 31.12.2021 | 3 717 725 | 33 293 488 | 120 612 045 | 29 332 029 | 2 422 959 | 1 811 440 | 18 210 041 | 209 399 727 |
| AMORTISSEMENTS CUMULÉS : | | | | | | | | |
| Solde au 31.12.2020 | - | 18 852 090 | 73 379 568 | 19 366 674 | 1 860 705 | 1 185 132 | - | 114 644 169 |
| Acquisitions | - | 891 904 | 4 640 267 | 1 109 528 | 81 765 | 124 074 | - | 6 847 538 |
| Cessions | - | - | (1 118 199) | (253 073) | - | - | - | (1 371 272) |
| Autres variations | - | 277 138 | 424 732 | 88 494 | 31 315 | 13 416 | - | 835 095 |
| Transferts et mise au rebut | - | - | (448 626) | (173 407) | (26 452) | (3 355) | - | (651 840) |
| Solde au 31.12.2021 | - | 20 021 132 | 76 877 742 | 20 138 216 | 1 947 333 | 1 319 267 | - | 120 303 690 |
| VALEUR NETTE | 3 717 725 | 13 272 356 | 43 734 303 | 9 193 813 | 475 626 | 492 173 | 18 210 041 | 89 096 037 |

7.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION | |
|------------------------------------|--|------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Bâtiments et autres constructions | 659 920 | 1 278 300 |
| Équipement de base | - | - |
| Matériel de transport | - | - |
| Autres immobilisations corporelles | - | - |
| TOTAL | 659 920 | 1 278 300 |

7.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT | |
|------------------------------------|---|------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Bâtiments et autres constructions | 863 276 | 891 904 |
| Équipement de base | 4 738 175 | 4 640 267 |
| Matériel de transport | 1 454 847 | 1 109 528 |
| Fournitures administratives | 127 126 | 81 765 |
| Autres immobilisations corporelles | 176 875 | 124 074 |
| TOTAL | 7 360 299 | 6 847 538 |

7.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | AMORTISSEMENT CUMULÉ | |
|------------------------------------|----------------------|--------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Bâtiments et autres constructions | 21 099 526 | 20 021 132 |
| Équipement de base | 77 882 677 | 76 877 742 |
| Matériel de transport | 21 433 437 | 20 138 216 |
| Fournitures administratives | 2 094 553 | 1 947 333 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 465 256 | 1 319 267 |
| TOTAL | 123 975 449 | 120 303 690 |

7.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2022 et 2021, concernent les projets suivants :

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Bâtiments et autres constructions | 17 716 560 | 18 206 211 |
| Équipement de base | - | - |
| Matériel de transport | - | - |
| Autres immobilisations corporelles | - | 3 830 |
| TOTAL | 17 716 560 | 18 210 041 |

7.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

| 31.12.2022 | ACTIF BRUT | AMORTISSEMENTS CUMULÉS | MONTANT NET |
|--------------|--------------------|------------------------|-------------------|
| Portugal | 80 593 790 | 38 147 732 | 42 446 058 |
| Angola | 92 912 338 | 60 364 658 | 32 547 680 |
| Mozambique | 17 234 014 | 11 867 440 | 5 366 574 |
| Maroc | 594 543 | 594 543 | - |
| Cabo Verde | 51 348 | 49 706 | 1 642 |
| Zambie | 11 608 029 | 8 454 457 | 3 153 572 |
| Malawi | 4 714 565 | 2 873 486 | 1 841 079 |
| Gabon | 2 668 172 | 1 618 546 | 1 049 626 |
| Zimbabwe | 7 226 | 4 881 | 2 345 |
| TOTAL | 210 384 025 | 123 975 449 | 86 408 576 |

| 31.12.2021 | ACTIF BRUT | AMORTISSEMENTS CUMULÉS | MONTANT NET |
|--------------|--------------------|------------------------|-------------------|
| Portugal | 82 534 516 | 37 765 781 | 44 768 735 |
| Angola | 90 961 628 | 59 059 398 | 31 902 230 |
| Mozambique | 16 943 018 | 10 847 635 | 6 095 383 |
| Maroc | 594 543 | 594 543 | - |
| Cabo Verde | 51 348 | 49 706 | 1 642 |
| Zambie | 11 205 183 | 8 285 547 | 2 919 636 |
| Malawi | 4 730 026 | 2 283 521 | 2 446 505 |
| Gabon | 2 337 484 | 1 399 407 | 938 077 |
| Zimbabwe | 41 981 | 18 152 | 23 829 |
| TOTAL | 209 399 727 | 120 303 690 | 89 096 037 |

8. Contrats de location

8.1. Contrats de location-financement - Locataires

— A. Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2022 et 2021 :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Bâtiments et autres constructions | 235 711 | 141 750 |
| Équipement de base | 19 735 324 | 17 816 643 |
| Matériel de transport | 259 211 | 5 845 491 |
| TOTAL | 20 230 246 | 23 803 884 |

— B. Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2022 et 2021 et leur valeur actuelle :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| Paiements minimaux jusqu'à un an | 8 170 717 | 6 118 402 |
| Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans | 8 118 220 | 15 370 003 |
| Paiements minimaux de plus de 5 ans | - | - |
| Total de paiements minimaux | 16 288 937 | 21 488 405 |
| Paiement d'intérêts futurs | 269 627 | 445 065 |
| VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS | 16 019 310 | 21 043 340 |

—● **C. Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :**

| | PAIEMENTS MINIMAUX | | VALEUR ACTUELLE | |
|--------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Moins d'un an | 8 170 717 | 6 118 402 | 8 012 375 | 5 898 900 |
| Plus d'un an et moins de 5 ans | 8 118 220 | 15 370 003 | 8 006 935 | 15 144 440 |
| Plus de 5 ans | - | - | - | - |
| TOTAL | 16 288 937 | 21 488 405 | 16 019 310 | 21 043 340 |

9. Participations dans des coentreprises, des filiales et des sociétés associées

9.1. Filiales

—● **A. Liste et description des filiales :**

| DÉNOMINATION SOCIALE | TYPE DE PARTICIPATION | MÉTHODE UTILISÉE |
|--|-----------------------|-------------------------|
| Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A. | 100,00 % | Consolidation intégrale |
| Edírio - Construções, S.A. | 100,00 % | Consolidation intégrale |
| Métis Engenharia, Lda. | 99,00 % | Consolidation intégrale |
| ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda. | 100,00 % | Consolidation intégrale |
| Urano, Lda. | 99,00 % | Consolidation intégrale |
| Conduril Engenharia - Açores, S.A. | 100,00 % | Consolidation intégrale |
| Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A. | 100,00 % | Consolidation intégrale |
| Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD | 100,00 % | Consolidation intégrale |
| Conduril Engenharia Gabon, S.A. | 100,00 % | Consolidation intégrale |

9.2. Coentreprises

—● **A. Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :**

| DÉNOMINATION SOCIALE | TYPE DE COENTREPRISE | AUTRES PARTICIPANTS |
|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE | Entité contrôlée conjointement | Evolution et Jaime Ribeiro e Filhos |
| Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE | Entité contrôlée conjointement | Evolution et Jaime Ribeiro e Filhos |
| Groupement Túnel de Nador, Construção ACE | Entité contrôlée conjointement | Jaime Ribeiro e Filhos |
| RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE | Entité contrôlée conjointement | Evolution et Tecnovia |
| RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE | Entité contrôlée conjointement | Evolution et Tecnovia |

—● **B. Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :**

| DÉNOMINATION SOCIALE | QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE | MÉTHODE DE CONSOLIDATION |
|---|------------------------------|-----------------------------|
| Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE | 33,33 % | Intégration proportionnelle |
| Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE | 33,33 % | Coût |
| Groupement Túnel de Nador, Construção ACE | 50 % | Intégration proportionnelle |
| RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE | 16,67 % | Intégration proportionnelle |
| RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE | 17,86 % | Intégration proportionnelle |

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE n'étaient pas disponibles. Cette entité n'ayant pas d'activité pertinente, le Conseil d'administration n'a pas considéré l'existence d'impacts significatifs associés à cette participation.

—● **C. Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :**

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle, de la date à laquelle le contrôle est partagé jusqu'au terme effectif de celui-ci. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable.

9.3. Sociétés associées

—● **A. Liste et description des sociétés associées :**

| DÉNOMINATION SOCIALE | PARTICIPATION | MÉTHODE UTILISÉE |
|---|---------------|---------------------|
| Rotas do Algarve Litoral, S.A. | 23,64 % | Mise en équivalence |
| Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A. | 33,33 % | Mise en équivalence |

—● **B. Valeur comptable et données sur les entités :**

| 31.12.2022 DÉNOMINATION SOCIALE | VALEUR COMPTABLE | TOTAL DE L'ACTIF | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE |
|---|---------------------|------------------|-------------------------------|------------------------------------|
| Rotas do Algarve Litoral, S.A. | - | 176 387 636 | (31 729 840) | (17 744 591) |
| Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A. | 494 241 | 5 897 572 | 745 453 | 49 850 |
| TOTAL | 494 241 | | | |

| 31.12.2021 DÉNOMINATION SOCIALE | VALEUR COMPTABLE | TOTAL DE L'ACTIF | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE |
|---|---------------------|------------------|-------------------------------|------------------------------------|
| Rotas do Algarve Litoral, S.A. | - | 175 122 964 | (10 799 807) | (17 224 738) |
| Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A. | 494 241 | 5 292 084 | 1 482 870 | 1 343 528 |
| TOTAL | 494 241 | | | |

Liés à des participations dans des sociétés associées, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en décembre 2022, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

| DÉNOMINATION SOCIALE | FINANCEMENTS ACCORDÉS | |
|--|-----------------------|-------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A. (Note 18.4) | 13 471 551 | 13 471 551 |
| TOTAL | 13 471 551 | 13 471 551 |

10. Stocks

10.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

Le groupe évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

10.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

| STOCKS | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| Matières premières et fournitures consommables | 21 271 934 | 17 309 011 |
| Marchandises | - | - |
| Produits finis et intermédiaires | 352 666 | 411 403 |
| Produits et travaux en cours | - | - |
| | 21 624 600 | 17 720 414 |
| Pertes de valeur | (932 205) | (932 205) |
| TOTAL | 20 692 395 | 16 788 209 |

10.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

| | MARCHANDISES | | MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES | |
|--|---------------------|-------------------|---|-------------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Stock initial | - | - | 16 376 806 | 13 261 962 |
| Pertes de valeur sur stocks | - | - | - | (59 096) |
| Achats | - | - | 70 434 415 | 53 931 453 |
| Reclassement et régularisation de stocks | - | - | 75 090 | 102 790 |
| Stock final | - | - | (20 339 729) | (16 376 806) |
| CHARGES DE L'EXERCICE | - | - | 66 546 582 | 50 860 303 |

| | PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES | | PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS | |
|--|-------------------------------------|-----------------|---------------------------------|------------|
| | 31.12.2022 | 31.12.2021 | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
| Stock initial | 411 403 | 385 710 | - | - |
| Reclassement et régularisation de stocks | 2 629 | 13 589 | - | - |
| Pertes de valeur cumulées | - | - | - | - |
| Stock final | (352 666) | (411 403) | - | - |
| VARIATION DES STOCKS DE LA PRODUCTION | 61 366 | (12 104) | - | - |

10.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

| PERTES DE VALEUR SUR STOCKS | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|--|------------|---------------|
| Marchandises | - | - |
| Matières premières et fournitures consommables | - | 59 096 |
| Produits finis et intermédiaires | - | - |
| TOTAL | - | 59 096 |

10.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

| MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES | |
|--|----------------|
| PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2021 | 932 205 |
| Apport | - |
| Reprise | - |
| Utilisation | - |
| Variations de taux de change | - |
| PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2022 | 932 205 |

| MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES | |
|--|----------------|
| PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2020 | 873 109 |
| Apport | 59 096 |
| Reprise | - |
| Utilisation | - |
| Variations de taux de change | - |
| PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2021 | 932 205 |

11. Contrats de construction

11.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2022 et 2021, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

| OUVRAGE / CONTRAT | PRODUIT DE 2022 | PRODUIT DE 2021 |
|--------------------------|--------------------|--------------------|
| Contrats de construction | 215 165 567 | 149 968 877 |
| TOTAL | 215 165 567 | 149 968 877 |

11.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

11.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat (méthodologie la plus utilisée) ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

11.4. Information relative aux contrats de construction en cours

| 31.12.2022 | CHARGES ENCOURUES | PRODUITS COMPTABILISÉS | AVANCES PERÇUES | RETENUES |
|-------------------|--------------------|------------------------|------------------|------------------|
| Contrats en cours | 492 235 446 | 586 650 638 | 7 082 382 | 3 471 863 |
| TOTAL | 492 235 446 | 586 650 638 | 7 082 382 | 3 471 863 |

| 31.12.2021 | CHARGES ENCOURUES | PRODUITS COMPTABILISÉS | AVANCES PERÇUES | RETENUES |
|-------------------|--------------------|------------------------|-------------------|------------------|
| Contrats en cours | 340 144 847 | 401 181 869 | 18 092 594 | 2 770 783 |
| TOTAL | 340 144 847 | 401 181 869 | 18 092 594 | 2 770 783 |

12. Produits

12.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

Le groupe comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

- **A.** Ventes – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.
- **B.** Prestations de services – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.
- **C.** Intérêts – ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.
- **D.** Dividendes – ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

12.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|-------------------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de biens | 4 236 559 | 649 638 |
| Prestations de services | 214 634 342 | 155 581 076 |
| Intérêts | 6 101 845 | 4 347 502 |
| Dividendes | 320 416 | 41 627 |
| TOTAL | 225 293 162 | 160 619 843 |

13. Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

13.1. Provisions

Le groupe comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

| PROVISIONS | SOLDE INITIAL | APPORTS | AUTRES MOUVEMENTS | REPRISE | SOLDE FINAL |
|--------------------------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Garanties fournies à des clients | 3 760 802 | 479 975 | - | (319 745) | 3 921 032 |
| Procédures judiciaires en cours | 231 000 | - | (231 000) | - | - |
| Autres provisions | 37 669 | 3 077 623 | - | (4 285) | 3 111 006 |
| | 4 029 471 | 3 557 598 | (231 000) | (324 031) | 7 032 038 |
| Immobilisations financières (Note 9) | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 4 029 471 | 3 557 598 | (231 000) | (324 031) | 7 032 038 |

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

| PROVISIONS | SOLDE INITIAL | APPORTS | AUTRES MOUVEMENTS | REPRISE | SOLDE FINAL |
|--------------------------------------|------------------|----------------|-------------------|------------------|------------------|
| Garanties fournies à des clients | 3 478 933 | 377 890 | - | (96 021) | 3 760 802 |
| Procédures judiciaires en cours | - | 231 000 | - | - | 231 000 |
| Autres provisions | 433 299 | 10 207 | - | (405 837) | 37 669 |
| | 3 912 232 | 619 097 | - | (501 858) | 4 029 471 |
| Immobilisations financières (Note 9) | 10 410 | - | - | (10 410) | - |
| TOTAL | 3 922 642 | 619 097 | - | (512 268) | 4 029 471 |

13.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives, le groupe est convaincu que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle – une conviction qui est réaffirmée par le Bureau juridique interne de Conduril et par ses conseillers juridiques.

En ce qui concerne les procédures fiscales, il y a des procédures découlant de recours judiciaires engagés par Conduril concernant des règlements additionnels à titre de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC) (2011 et 2012), la compréhension de l'entreprise sur la base des avis de ses conseillers fiscaux étant un résultat favorable, raison pour laquelle aucune provision n'a été enregistrée dans les états financiers consolidés.

13.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2022, le groupe avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 91 992 828 euros (le 31 décembre 2021, le montant s'élevait à 115 658 143 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

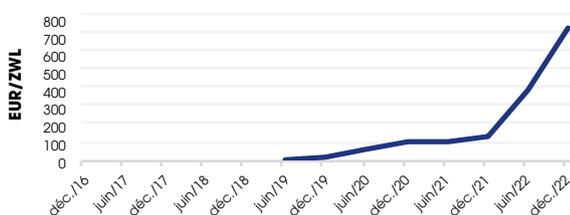
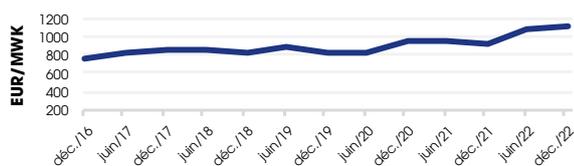
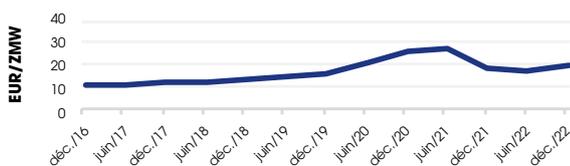
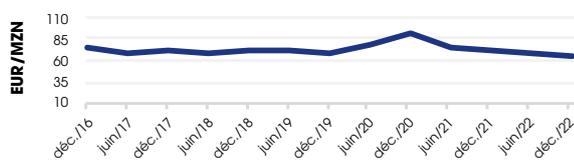
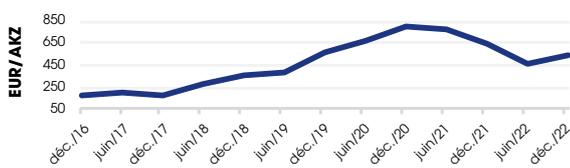
13.4. Gestion des risques financiers

— A. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Parmi les plusieurs types de risque auxquels une entreprise fait face, les risques financiers sont ceux qui ont un impact plus immédiat sur les flux de trésorerie et ses résultats. L'activité du groupe est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques du groupe est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser les effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

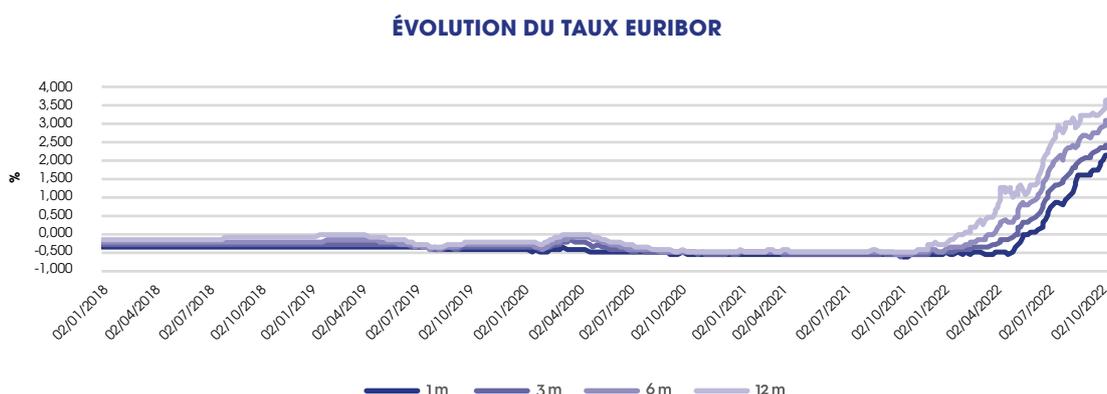
— B. RISQUE DE TAUX DE CHANGE

Localisée majoritairement au Portugal et en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi, Gabon et Zimbabwe), l'activité du groupe est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha de Zambie, kwacha du Malawi et dollar zimbabwéen face à l'euro a un impact sur les états financiers, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistant.



— C. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. Le groupe n'a qu'une petite partie de l'endettement indexé à une couverture du taux d'intérêt. Il suit toujours cette question de près afin de pouvoir prendre en temps opportun les mesures nécessaires pour réduire l'impact de cette variable sur ses financements.



— D. RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition du groupe au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier du groupe. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

- i. d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés. Nous avons également recours à des entités d'information et de profils de risque de crédit disponibles sur le marché ;
- ii. de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;
- iii. de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;
- iv. d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

— E. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- **Liquidité** – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- **Sécurité** – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- **Efficacité financière** – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Le groupe a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'il gère son exposition au risque de liquidité, le groupe assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. La politique du groupe est de contractualiser ces facilités sans aucune garantie.

14. Effet des variations des cours des monnaies étrangères

14.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Différences de change défavorables | | |
| - Autres charges | 14 066 281 | 16 515 102 |
| TOTAL | 14 066 281 | 16 515 102 |
| Différences de change favorables | | |
| - Autres revenus | 15 337 399 | 20 307 178 |
| TOTAL | 15 337 399 | 20 307 178 |

14.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

| | DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES |
|------------------------------------|---|
| Solde au 31.12.2021 | (45 458 794) |
| Différences de change favorables | 14 957 388 |
| Différences de change défavorables | (4 966 909) |
| SOLDE AU 31.12.2022 | (35 468 315) |

| | DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES |
|------------------------------------|---|
| Solde au 31.12.2020 | (60 925 075) |
| Différences de change favorables | 43 392 259 |
| Différences de change défavorables | (27 925 978) |
| SOLDE AU 31.12.2021 | (45 458 794) |

15. Événements postérieurs à la date de clôture

15.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers consolidés concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

15.2. Autorisation pour publication

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration, lors de la réunion du 7 mars 2023. Le Conseil d'administration considère que ces états financiers consolidés donnent une image fidèle des opérations des entreprises faisant partie du groupe, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

16. Questions environnementales

16.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle du groupe de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022, les charges encourues par le groupe se sont chiffrées à 395 997 euros (par rapport à la période correspondante de l'année précédente, elles se sont élevées à 250 244 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, le groupe comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

16.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

| | MONTANT AFFECTÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT |
|------------------------|---|
| Traitement des déchets | 395 997 |
| TOTAL | 395 997 |

17. Impôt sur les bénéfices

17.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|------------------|----------------|
| Impôts courants et ajustements : | | |
| Impôts courants de l'exercice | 3 293 588 | 1 695 635 |
| | 3 293 588 | 1 695 635 |
| Impôt différé : | | |
| Impôt différé lié à des différences temporelles | 2 900 622 | (1 484 107) |
| | 2 900 622 | (1 484 107) |
| CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES | 6 194 210 | 211 528 |

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

17.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

| RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|--|------------------|----------------|
| Résultat avant impôts | 13 451 851 | 5 995 796 |
| Charges d'impôt sur les bénéfices | 6 194 210 | 211 528 |
| Taux effectif d'impôt | 46,05 % | 3,53 % |
| Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 25 % en Angola) | 3 155 027 | 1 452 542 |
| AJUSTEMENTS : | | |
| Résultats découlant de l'application de la méthode de la mise en équivalence | 169 757 | (63 073) |
| Taux différenciés d'impôt | 474 567 | 791 891 |
| Charges non acceptées comme des coûts fiscaux | 519 938 | 819 697 |
| Provisions non acceptées comme des charges | 661 906 | 23 848 |
| Reprises de provisions non imposées | (294 576) | (142 688) |
| Restitution d'impôt | - | (14 978) |
| Autres revenus non imposés | (1 433 135) | (1 317 499) |
| Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice | (2 024 252) | (1 539 276) |
| Pertes fiscales générées au cours de l'exercice | 1 049 861 | 519 182 |
| Différences de change non imposées | 321 218 | (629 930) |
| Impositions autonomes | 348 451 | 261 985 |
| Impôt différé | 2 900 622 | (1 484 107) |
| Avantages fiscaux | (12 803) | - |
| Autres | 357 629 | 1 533 934 |
| | 3 039 183 | (1 241 014) |
| CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES | 6 194 210 | 211 528 |

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

17.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2022, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

| ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ | SOLDE INITIAL | AUTRES VARIATIONS | APPORT | REPRISE | SOLDE FINAL |
|-----------------------------|------------------|-------------------|----------------|--------------------|------------------|
| Garanties des ouvrages | 65 867 | (2 127) | - | - | 63 740 |
| Charges non acceptées | 6 990 029 | 535 961 | 321 218 | (4 558 565) | 3 288 643 |
| Pertes fiscales déclarables | 834 001 | (33 878) | - | (800 123) | - |
| TOTAL | 7 889 897 | 499 956 | 321 218 | (5 358 688) | 3 352 383 |

| PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ | SOLDE INITIAL | AUTRES VARIATIONS | APPORT | REPRISE | SOLDE FINAL |
|-----------------------------|------------------|-------------------|------------------|--------------------|------------------|
| Écarts de réévaluation | 730 364 | 47 724 | - | (33 490) | 744 598 |
| Revenu imposable | 5 013 022 | 336 319 | 597 308 | (3 163 455) | 2 783 194 |
| Dépréciations non acceptées | - | - | 462 790 | - | 462 790 |
| TOTAL | 5 743 386 | 384 043 | 1 060 098 | (3 196 945) | 3 990 582 |

Le 31 décembre 2021, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

| ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ | SOLDE INITIAL | AUTRES VARIATIONS | APPORT | REPRISE | SOLDE FINAL |
|-----------------------------|------------------|-------------------|------------------|--------------------|------------------|
| Garanties des ouvrages | 65 867 | - | - | - | 65 867 |
| Charges non acceptées | 5 695 980 | 437 993 | 6 990 030 | (6 133 974) | 6 990 029 |
| Pertes fiscales déclarables | - | - | 834 001 | - | 834 001 |
| TOTAL | 5 761 847 | 437 993 | 7 824 031 | (6 133 974) | 7 889 897 |

| PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ | SOLDE INITIAL | AUTRES VARIATIONS | APPORT | REPRISE | SOLDE FINAL |
|-----------------------------|------------------|-------------------|------------------|--------------------|------------------|
| Écarts de réévaluation | 742 325 | - | - | (11 961) | 730 364 |
| Revenu imposable | 4 803 705 | 92 651 | 3 783 059 | (3 666 393) | 5 013 022 |
| Dépréciations non acceptées | 285 723 | 107 124 | - | (392 847) | - |
| TOTAL | 5 831 753 | 199 775 | 3 783 059 | (4 071 201) | 5 743 386 |

18. Instruments financiers

18.1. Bases d'évaluation

La politique du groupe est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le groupe mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

Le groupe ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détenteur d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

18.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

| | 31.12.2022 | | 31.12.2021 | |
|----------------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|-------------------------|
| | VALEUR COMPTABLE | PERTE DE VALEUR CUMULÉE | VALEUR COMPTABLE | PERTE DE VALEUR CUMULÉE |
| Créances clients, compte courant | 123 603 465 | - | 106 626 942 | (1 433 772) |
| Créances clients, avec garanties | 7 616 362 | - | 6 240 046 | - |
| Créances douteuses | 3 237 812 | (3 237 812) | 2 887 602 | (2 887 602) |
| TOTAL | 134 457 639 | (3 237 812) | 115 754 590 | (4 321 374) |

18.3. Financements obtenus

Le 31 décembre 2022 et 2021, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

| FINANCEMENTS OBTENUS | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Comptes cautionnés | 10 620 976 | 8 157 380 |
| Emprunts bancaires | 16 451 724 | 21 246 895 |
| Billet de trésorerie | 25 150 000 | 20 000 000 |
| Contrats de location-financement | 16 019 310 | 21 043 340 |
| Affacturage | 1 302 417 | 1 369 859 |
| Découverts bancaires souscrits | 928 030 | 2 012 557 |
| TOTAL | 70 472 457 | 73 830 031 |

De plus, les échéances au 31 décembre 2022 et 2021 sont détaillées comme suit :

| FINANCEMENTS OBTENUS 2022 | COURANT | NON COURANT |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Comptes cautionnés | 10 620 976 | - |
| Emprunts bancaires | 4 437 976 | 12 013 748 |
| Billet de trésorerie | - | 25 150 000 |
| Contrats de location-financement | 8 010 738 | 8 008 572 |
| Affacturage | 1 302 417 | - |
| Découverts bancaires souscrits | 928 031 | - |
| TOTAL | 25 300 138 | 45 172 319 |

| FINANCEMENTS OBTENUS 2021 | COURANT | NON COURANT |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Comptes cautionnés | 8 157 380 | - |
| Emprunts bancaires | 10 724 074 | 10 522 821 |
| Billet de trésorerie | - | 20 000 000 |
| Contrats de location-financement | 5 898 901 | 15 144 440 |
| Affacturage | 1 369 859 | - |
| Découverts bancaires souscrits | 2 012 556 | - |
| TOTAL | 28 162 770 | 45 667 261 |

18.4. Autres immobilisations financières et actifs financiers détenus à des fins de négociation

Les immobilisations financières dans des sociétés associées sont enregistrées par la méthode de la mise en équivalence (Note 9). Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale. Une évaluation des immobilisations financières est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

Le 31 décembre 2022 et 2021, le détail des participations financières enregistrées par le modèle du coût et d'autres immobilisations financières est comme suit :

| | 31.12.2022 | | | 31.12.2021 | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------|-------------------------|
| | INVESTISSEMENT | EMPRUNTS ACCORDÉS | | INVESTISSEMENT | EMPRUNTS ACCORDÉS | |
| | | COÛT | PERTE DE VALEUR CUMULÉE | | COÛT | PERTE DE VALEUR CUMULÉE |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A. | - | 13 511 551 | (40 000) | - | 13 511 551 | (40 000) |
| Garval | 1 682 | - | - | 1 682 | - | - |
| Lisgarante | 1 682 | - | - | 1 682 | - | - |
| Norgarante | 18 877 | - | - | 18 877 | - | - |
| BAI - Banco Angolano de Investimentos, S.A. | 341 375 | - | - | 341 375 | - | - |
| Lusitânia Seguros | 2 405 | - | - | 2 405 | - | - |
| Titres de dette publique - non courante | 4 487 960 | - | - | 19 880 583 | - | - |
| Titres de dette publique - courante | 19 307 548 | - | - | 45 410 058 | - | - |
| Bons du Trésor - non courants | 19 343 419 | - | - | - | - | - |
| Autres - FCT | 156 039 | - | - | 107 879 | - | - |
| Autres | 1 797 | - | - | 1 590 | - | - |
| TOTAL | 43 662 784 | 13 511 551 | (40 000) | 65 766 131 | 13 511 551 | (40 000) |
| Autres immobilisations financières non courantes | | 37 826 787 | | | 33 827 624 | |
| Autres immobilisations financières courantes | | 19 307 548 | | | 45 410 058 | |

Les titres de dette publique angolaise comprennent les titres indexés sur l'USD et l'AKZ et présentent des échéances en 2022, 2023 et 2026. Le paiement des intérêts et le remboursement du capital des titres indexés sur l'USD sont réalisés en kwanzas, mais indexés sur le taux de change de l'USD en vigueur à la date de règlement.

Les titres de dette publique de l'État angolais ont été reçus en résultat des accords de règlement d'arriérés.

Les bons du Trésor de l'Angola sont en USD et leur date d'échéance est 2026, le paiement des intérêts et le remboursement du capital étant réalisés en USD.

18.5. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

—● A. REVENUS D'INTÉRÊTS POUR LES ACTIFS FINANCIERS :

| ACTIFS FINANCIERS | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
| Dépôts en banque et titres | 6 101 845 | 4 346 564 |
| Autres | - | 938 |
| TOTAL | 6 101 845 | 4 347 502 |

—● B. CHARGES D'INTÉRÊTS POUR LES PASSIFS FINANCIERS :

| PASSIFS FINANCIERS | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Financements | 3 147 508 | 2 207 365 |
| Contrats de location-financement | 237 164 | 237 327 |
| Autres | 36 032 | 17 271 |
| TOTAL | 3 420 704 | 2 461 963 |

18.6. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, le groupe a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, le groupe a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

| ACTIFS FINANCIERS | 31.12.2022 | | |
|--------------------------|-------------------|--------------------|--------------------------|
| | APPORT | REPRISES | AUTRES VARIATIONS |
| Clients | - | (1 402 744) | (655) |
| Autres comptes débiteurs | - | - | - |
| Autres actifs financiers | - | - | - |
| TOTAL | - | (1 402 744) | (655) |

| ACTIFS FINANCIERS | 31.12.2021 | | |
|--------------------------|-------------------|-----------------|--------------------------|
| | APPORT | REPRISES | AUTRES VARIATIONS |
| Clients | 1 433 772 | - | 36 815 |
| Autres comptes débiteurs | - | - | - |
| Autres actifs financiers | - | - | - |
| TOTAL | 1 433 772 | - | 36 815 |

18.7. Montant de capital social

Le 31 décembre 2022, l'entreprise détenait un capital social de 9 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré. Une réduction du capital social par le biais du retrait d'actions propres à hauteur de 1 000 000 euros a eu lieu en mai 2022.

18.8. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2022, le capital social était composé de 1 800 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

18.9. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme une réduction des capitaux propres dans le poste « Actions propres », les gains ou les pertes inhérents à leur cession étant enregistrés dans « Réserves ».

Le 31 décembre 2022, l'entreprise détient 180 000 actions propres correspondant à 10 % de son capital social. Le montant inscrit dans ce poste représente la valeur d'acquisition des actions propres acquises en 2022.

18.10. Réserves légales

Le droit commercial et les statuts de l'entreprise prévoient qu'au moins 5 % du résultat net de l'exercice doit être destiné au renforcement des réserves légales jusqu'à ce que celles-ci représentent 20 % du capital social. Ces réserves ne sont pas distribuables sauf en cas de liquidation de l'entreprise, mais peuvent être utilisées pour absorber les pertes dès que toutes les autres réserves sont épuisées ou pour être incorporées au capital.

Le 31 décembre 2022, les réserves légales étaient entièrement constituées conformément au droit commercial en vigueur et s'élevaient à 3 094 492 euros.

18.11. Affectation des résultats

Par décision de l'Assemblée générale, il a été délibéré d'affecter le résultat net de l'exercice de 2021, à hauteur de 5 782 682 euros, comme suit : réserves libres de 3 982 682 euros et dividendes de 1 800 000 euros.

19. Avantages du personnel

19.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2022, 123 collaborateurs bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2022, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

| CHARGES DE PENSIONS | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|----------------|----------------|
| Coût des services courants | 604 836 | 442 116 |
| Coûts des intérêts | 214 773 | 310 142 |
| Gains et pertes actuariels | - | - |
| Revenu net du fonds, déduit des intérêts nets | (144 684) | (242 375) |
| Autres variations | 129 946 | 100 830 |
| TOTAL | 804 871 | 610 713 |

Le 31 décembre 2022, nous avons enregistré un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 2 295 660 euros. Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 1 954 261 euros (2021 : 5 608 562 euros).

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle de 2022 et 2021 :

| | HYPOTHÈSES 2022 | HYPOTHÈSES 2021 |
|-------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Table de mortalité | TV 88/90 | TV 88/90 |
| Table d'invalidité | Swiss Re 2001 | Swiss Re 2001 |
| Âge normal de la retraite | 66-70 ans | 66-70 ans |
| Nombre de pensions dans l'année | 13 | 13 |
| Taux de rendement annuel des actifs | 4,10 % | 1,24 % |
| Taux de croissance des salaires | 2,00 % | 2,00 % |
| Taux de croissance des pensions | 0,00 % | 0,00 % |
| Participants | 456 | 366 |
| Bénéficiaires | 123 | 122 |

19.2. Avantages sociaux

Le 31 décembre 2022, les charges associées à l'activité de Conduril Academy (centre agréé par les entités chargées de la formation professionnelle dans les pays où celle-ci opère), financées dans leur totalité par Conduril, sont résumées comme suit :

| CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|----------------|----------------|
| PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire) et bourses d'études | 119 321 | 140 762 |
| Formation technique, professionnelle, humaine et culturelle | 22 176 | 26 393 |
| Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles | 6 342 | 8 798 |
| TOTAL | 147 839 | 175 953 |

20. Autres informations

20.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2022 et 2021, est le suivant :

| ACTIF | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques | - | - |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 13 881 221 | 14 419 871 |
| Cotisations à la Sécurité Sociale | - | - |
| Impôt sur le revenu des personnes morales | 7 504 073 | 5 050 287 |
| Autres impositions | 2 150 241 | 1 819 708 |
| TOTAL | 23 535 535 | 21 289 866 |

| PASSIF | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques | 701 503 | 684 764 |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 13 706 813 | 12 731 158 |
| Cotisations à la Sécurité Sociale | 1 018 949 | 924 707 |
| Impôt sur le revenu des personnes morales | 2 081 853 | 1 453 879 |
| Autres impositions | 479 654 | 600 248 |
| TOTAL | 17 988 772 | 16 394 756 |

20.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2022 et 2021, se sont réparties comme suit :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|------------------|--------------------|--------------------|
| Marché intérieur | 138 805 421 | 99 488 602 |
| Marché extérieur | 80 065 480 | 56 742 112 |
| TOTAL | 218 870 901 | 156 230 714 |

20.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Contrats de sous-traitance | 53 175 428 | 28 225 059 |
| Services spécialisés | 6 747 809 | 8 841 148 |
| Matériaux | 1 144 255 | 1 154 863 |
| Énergie et fluides | 2 726 457 | 1 530 340 |
| Déplacements, séjours et transports | 5 382 170 | 5 248 848 |
| Loyers et locations | 4 210 319 | 4 534 606 |
| Communication | 357 477 | 253 318 |
| Assurances | 1 074 305 | 1 152 798 |
| Redevances | 7 034 | 2 612 |
| Contentieux et notaires | 27 715 | 53 074 |
| Frais de représentation | 52 001 | 1 741 |
| Nettoyage, hygiène et confort | 435 797 | 351 234 |
| Autres services | 1 263 229 | 2 323 670 |
| TOTAL | 76 603 996 | 53 673 311 |

20.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| Rémunérations des organes sociaux | 1 702 061 | 1 227 052 |
| Rémunérations du personnel | 41 006 994 | 34 460 314 |
| Avantages postérieurs à l'emploi (Note 19.1) | 804 871 | 610 713 |
| Indemnités | 90 209 | 70 313 |
| Charges sur rémunérations | 6 212 180 | 5 238 159 |
| Assurances accidents du travail et maladies professionnelles | 1 470 634 | 1 164 279 |
| Charges aide sociale | 2 605 860 | 1 888 236 |
| Autres | 862 576 | 492 342 |
| TOTAL | 54 755 385 | 45 151 408 |

Au cours des exercices clos le 31 décembre 2022 et 2021, le nombre moyen d'employés était respectivement de 2 806 et 2 369.

20.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| Revenus supplémentaires | 1 132 332 | 1 818 022 |
| Escomptes obtenus pour paiement comptant | 22 907 | 20 932 |
| Différences de change favorables | 15 337 399 | 20 307 178 |
| Gains de stocks | 70 701 | 36 521 |
| Revenus d'autres investissements financiers | 2 031 | 2 444 584 |
| Revenus d'investissements non financiers | 1 430 231 | 361 228 |
| Intérêts perçus | 6 101 845 | 4 347 502 |
| Dividendes perçus | 320 416 | 41 627 |
| Corrections relatives à des exercices précédents | 50 593 | 143 931 |
| Revenus contractuels | 185 401 | 445 323 |
| Autres | 445 591 | 1 180 136 |
| TOTAL | 25 099 447 | 31 146 984 |

20.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| Impôts et taxes | 3 522 988 | 1 507 553 |
| Escomptes attribués pour paiement comptant | 301 | 2 179 |
| Créances irrécouvrables | 25 288 | 867 |
| Différences de change défavorables | 14 066 281 | 16 515 102 |
| Charges et pertes dans des investissements financiers | - | 122 204 |
| Charges et pertes dans des investissements non financiers | 134 426 | 120 272 |
| Corrections relatives à des exercices précédents | 220 004 | 2 891 366 |
| Autres | 950 191 | 317 339 |
| TOTAL | 18 919 479 | 21 476 882 |

20.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

| CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|---|------------------|------------------|
| Charges d'intérêts | 3 384 672 | 2 444 692 |
| Autres charges et pertes de financement | 1 547 202 | 927 032 |
| TOTAL | 4 931 874 | 3 371 724 |

20.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| Charges à comptabiliser - assurances | 752 048 | 628 779 |
| Autres | 1 019 747 | 855 731 |
| TOTAL | 1 771 795 | 1 484 510 |

| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Produits à comptabiliser - NCRF 19 | 2 878 882 | 1 354 677 |
| Autres | 180 715 | 151 986 |
| TOTAL | 3 059 597 | 1 506 663 |

20.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Fournisseurs soldes débiteurs | 621 567 | 488 713 |
| Avances aux fournisseurs | 1 040 119 | 1 105 580 |
| Débiteurs pour hausse des revenus | 17 859 911 | 19 099 483 |
| Acomptes sur ventes | 333 706 | 333 706 |
| Personnel | 27 866 | 51 628 |
| Débiteurs divers | 8 922 164 | 14 083 611 |
| TOTAL | 28 805 333 | 35 162 721 |

Le montant concernant les « Débiteurs pour hausse des revenus » est lié, surtout, à l'application de la méthode du pourcentage d'avancement, conformément à la règle comptable NCRF 19 - « Contrats de construction ».

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2022 et 2021, se compose comme suit :

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| Clients soldes créditeurs | 33 673 | 64 107 |
| Personnel | 1 533 589 | 1 779 605 |
| Fournisseurs d'investissements | 343 845 | 563 674 |
| Créanciers pour hausse des charges - rémunérations | 2 866 556 | 2 407 165 |
| Créanciers pour hausse des charges - autres | 6 509 719 | 6 406 165 |
| Créanciers divers | 2 812 613 | 3 810 926 |
| TOTAL | 14 099 995 | 15 031 642 |

20.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose dans le rapport de gestion individuel que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 7 238 296 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 1 620 000 euros, ce qui correspond à 1,00 euros par action ;
- Autres réserves : 5 618 296 euros.

21. Informations à fournir imposées par des dispositions légales

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du Code portugais des Régimes contributifs du système de prévoyance de la Sécurité Sociale, la situation de l'entreprise au regard de la Sécurité Sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

Informations supplémentaires pour les entités visées à l'article 2, paragraphe 1, point h) et à l'article 9, paragraphe 4, tous les deux du décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin :

21.1. Chiffre d'affaires net ventilé par marchés géographiques

| | 31.12.2022 | 31.12.2021 |
|--------------|--------------------|--------------------|
| Portugal | 138 978 328 | 102 347 785 |
| Angola | 38 754 193 | 23 188 016 |
| Mozambique | 10 013 680 | 10 015 240 |
| Zimbabwe | - | 585 684 |
| Zambie | 6 998 278 | 3 351 332 |
| Malawi | 17 352 437 | 11 964 151 |
| Gabon | 6 773 985 | 4 778 506 |
| TOTAL | 218 870 901 | 156 230 714 |

21.2. Honoraires du Contrôleur légal des comptes

En 2022 les honoraires du Contrôleur légal des comptes se sont élevés à 35 850 euros (2021 : 32 650 euros).

L'administration,

Le comptable certifié,



Gabon



CHAP. 04

Rapport et avis du Conseil de surveillance





Conseil de surveillance

EXERCICE DE 2022

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Le décès du président du Conseil d'administration de Conduril, M. António Luís Amorim Martins, s'impose comme une triste nouvelle. Avec le respect dû à son auteur, ces Comptes annuels consolidés 2022 s'ouvrent avec un poème – beau, stimulant et, avant tout, responsabilisant. M. Amorim Martins qui, un jour, a écrit qu'il aimerait adopter comme sienne la « boutade » de « devenir poète par vocation et ingénieur par nécessité », aurait certainement approuvé le message transmis.

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport consolidé de gestion, le bilan et les comptes consolidés et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de Conduril - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2022.

RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de Conduril - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion consolidé présenté par le Conseil d'administration, le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, les flux de trésorerie consolidés et les variations des capitaux propres consolidés, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2022, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes consolidés, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, consolidés, permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2022, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

AVIS

1. que le rapport de gestion consolidé, le bilan consolidé, les comptes consolidés et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2022, soient approuvés,
2. que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion consolidé, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 17 mars 2023

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Júlio Gales Ferreira Pinto

Jorge Manuel Silva Tavares

Deolinda Paula Baptista Nunes



Portugal



Certification
légale des
comptes
consolidés





Certification légale des comptes consolidés

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

—• OPINION

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (le groupe), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2022 (présentant un total de 387 048 715 euros et un total de capitaux propres de 208 026 696 euros, incluant un résultat net de 7 238 296 euros), le compte de résultat consolidé par nature, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers consolidés comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière consolidée de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2022, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie consolidés pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

—• FONDEMENTS

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes (OROC, Ordem dos Revisores Oficiais de Contas). En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers consolidés » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants des entités faisant partie du groupe et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

—• RESPONSABILITÉS DE L'ORGANE DE GESTION ET DE L'ORGANE DE SURVEILLANCE CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers consolidés réfléchissant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du groupe conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;
- l'établissement du rapport consolidé de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité du groupe à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière du groupe.

—• RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR CONCERNANT L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers consolidés, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;
- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité du groupe à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers consolidés ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire le groupe à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers consolidés, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités ou des activités au sein du groupe afin d'exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de l'orientation, de la supervision et de la performance de l'audit du groupe, ainsi que les responsables en dernier ressort de notre opinion concernant l'audit ;
- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport consolidé de gestion et les états financiers consolidés.

Rapport sur d'autres exigences juridiques et réglementaires

—• SUR LE RAPPORT CONSOLIDÉ DE GESTION

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des Sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport consolidé de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers consolidés qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur le groupe, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 16 mars 2023

Crowe & Associados, SROC, Lda.
Représenté par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro, CLC
Registre OROC n° 1126
Registre CMVM n° 20160738

CONDURIL - ENGENHARIA, S.A.

Avenida Eng.º Duarte
Pacheco, n.º 1835
4445-416 Ermesinde – Portugal
T. +351 229 773 920
geral@conduril.pt

CONDURIL ANGOLA

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)
Município de Ingombota
– Luanda – Angola
T. +244 929 637 913/9
expgeralluanda@conduril.pt

CONDURIL MOÇAMBIQUE, ENOP

Estrada Nacional n.º 4,
Tchumene 2,
Parcela 3380/12 – Matola
– Moçambique
T. +258 203 004 71
delegacao@conduril.co.mz

CONDURIL ZÂMBIA

Plot 3817 Martin Mwamba Road
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill
Lusaka – Zambia
T. +260 211 291 441
zambia@conduril.pt

CONDURIL MALAWI

Plot BC 922 House 5,
Area Mandala
PO Box 907
Blantyre – Malawi
T. +265 994 956 884
malawi@conduril.pt

CONDURIL GABÃO

Nzeng-Ayong (Après
le carrefour GP)
Libreville – Gabon
gabon@conduril.pt

CONDURIL AÇORES

Rua de São Gonçalo,
n.º 2013 - 2.º Dt.º
9500-343 Ponta Delgada –
Portugal

MÉTIS

Parque Industrial de Viana – B.º
Capalanga
Município de Viana –
Luanda – ANGOLA
T. +244 939 212 517
expgeral@metis-engenharia.com

URANO

Polo Industrial de Viana,
Zona do Km 25
Município de Viana – Comuna
do Zango – Luanda – ANGOLA
T. +244 939 133 245
geral@urano-
metalomecanica.com

EDIRIO

Rua Dr. Francisco Sá
Carneiro, 22
4825-087 Água Longa –
Santo Tirso
T. +351 229 688 411
geral@edirio.pt

CONDURIL ZIMBABUÉ

75, Tredgold Way,
Lincoln Green
Belvedere, Harare –
Zimbabwe

